

# la gauche

Belgie - Belgique  
P.B.  
1/9352  
Afgiftekantoor Brussel 7

PRIX: 1,50 EURO  
47<sup>E</sup> ANNEE • JUIN 2004

#04

Comprendre le monde pour le changer

## Constitution européenne?

# NON ! merci

éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

[www.sap-pos.org](http://www.sap-pos.org)

### DÉBAT:

Quelle issue en IRAK?

## ONU or not ONU?



## MÉMOIRE OUVRIÈRE 1974. Glaverbel-Gilly en grève

Existant depuis quelques années sur la place de Liège, les Jeunes à contre courant (JCC) se campent résolument sur le terrain de l'anticapitalisme. Mais, ni parti d'avant-garde auto-proclamé, ni mouvement de jeunesse boy-scoutiste, les JCC veulent avant tout pratiquer le mélange et l'échange sur les terrains de la réflexion et de l'action. INTERVIEW PAR MARCEL SOLBREUX

# Nous n'avons pas d'idée dogmatique préconçue sur le monde à construire

## Jeunes à contre courant (JCC), c'est quoi? Des rameurs?

Il y a un peu de cela pour toutes celles et ceux qui s'opposent au capitalisme actuel. Mais bon, nous ramons avec joie, ce qui est mieux que de se laisser bêtement porter par le courant actuel.

JCC est en gros un lieu de réflexion pour celles et ceux qui pensent que ce monde ne tourne pas rond. Le terme barbare est "plate-forme de réflexion et d'action anticapitaliste", ce qui signifie simplement que nous ne pensons pas que ce système économique et social soit le bon. Il faut le dépasser.

Mais nous n'avons pas d'idée dogmatique préconçue sur

le monde à construire. Chacun de nous a sa potion magique. On les goûte toutes, on les échange, on tente des mélanges. Parfois, on a mal au ventre, parfois c'est très bon. C'est toujours enrichissant!

C'est aussi un lieu d'action car la réflexion ne suffit pas pour faire bouger les choses. Nous participons à toutes les manifs qui nous bottent, allons à la rencontre des autres

jeunes, écrivons des brochures, organisons des conférences, entartons des pompeux cornichons,...

C'est enfin un outil pour relayer de l'info à travers un site contributif et une mailing liste.

## Vous lancez une campagne "Education.com" en collaboration avec le RAP (Résistance à l'agression publicitaire).

### Pourquoi?

Parce que l'agression publicitaire dans les écoles est un des symboles les plus puants du monde marchand actuel. Nous sommes tous devenus (et les jeunes en particulier) des cibles marketing partout, c.-à-d. même sur les

lieux d'enseignement. Comme l'a écrit Chomsky, notre liberté est aujourd'hui de choisir entre Pepsi et Coca-Cola.

Nous le faisons avec le RAP parce que notre philosophie est de tisser des liens (des réseaux) entre différents acteurs de la résistance afin d'être plus efficaces. Le RAP mène en France et en Belgique des actions directes de sensibilisation que nous soutenons.

## Quels sont vos objectifs?

Nous n'avons pas de "business plan", nous voulons juste essayer de faire prendre conscience, de faire réagir. C'est quelque chose qui n'est pas toujours directement palpable.

L'objectif, s'il y en a un, serait de toucher un maximum d'écoles. C'est clair que nous sommes aussi pour une consommation alternative et diversifiée. Cet appel à consommer autrement découle implicitement de la campagne.

## Quelles actions prévoyez-vous?

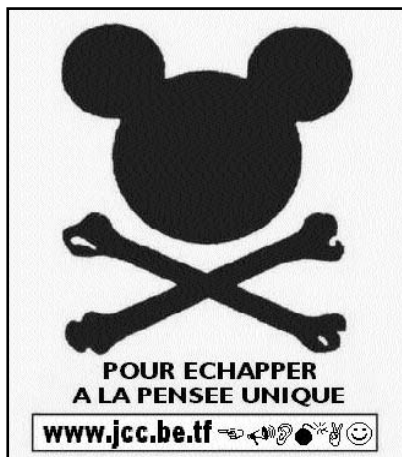
L'action se poursuit, ce n'est pas une action ponctuelle. Nous "attaquons" établissement par établissement sur base de contacts que nous prenons avec des copains étudiants. En pratique, nous utilisons des stickers à apposer sur les distributeurs ou panneaux de pubs et des affiches qui expliquent l'action.

## Existe-t-il d'autres initiatives semblables en Belgique?

Des actions de type surcollage dans les écoles, pas à notre connaissance mais nous espérons nous tromper.

## Quels sont les premiers résultats?

Des personnes nous ont dit avoir pris conscience de la pollution publicitaire autour d'elles en voyant nos stickers sur les panneaux de pub dans les réfectoires ou sur les distributeurs. ■



**Jeunes à Contre Courant**  
Plate-forme de réflexion  
et d'action anti-capitaliste



### Contactez les JCC:

Par le site: [www.jcc.be.tf](http://www.jcc.be.tf)  
Par e-mail: [jcc@lautre.net](mailto:jcc@lautre.net)  
Par téléphone: 04/250.09.37 - 04/252.34.12  
0478/77.77.40  
Par courrier: Rue St Léonard 48 - 4000 Liège

Le 21 avril, la Cour d'Appel de Gand a condamné le Vlaams Blok pour violation de la loi contre le racisme. L'arrêt de la Cour dit notamment : " Dans la propagande qui est menée est diffusée en permanence une image haineuse des 'étrangers' ; afin d'éveiller des sentiments xénophobes dans la population ".

Bref, le juge en question dit ce que toute personne saine d'esprit sait depuis longtemps : le Blok est un parti raciste qui propage la discrimination et excite la xénophobie. Si cet arrêt a pour conséquence qu'un certain nombre de journaux refusent des publicités racistes, tant mieux, même s'il est dommage qu'il faille passer pour cela par une décision de justice. Cette décision a fait monter sur leurs grands chevaux quelques faiseurs d'opinion flamands. Pour ces gens, le fait de fragiliser, de stigmatiser et d'humilier systématiquement certains

tention sur le fait que le Blok est né avec la crise et que, sans la politique d'austérité, il ne serait pas arrivé là où il est aujourd'hui. Pour imposer cette autre politique, des mobilisations sociales sont à nouveau nécessaires, dirigées contre la droite et l'extrême-droite.

Le mouvement ouvrier devrait se fixer comme priorité de récupérer tous les travailleurs qui sont passés au Blok dans la décennie écoulée. Il est tout simplement inconcevable et irresponsable de constater que les grandes organisations sociales s'investissent si peu dans les campagnes antifascistes. Election après élection, les syndicats devraient mener des campagnes vers leur propre base et mettre à nu les vrais objectifs du Blok. " Le Blok veut supprimer votre allocation de chômage, si tu perds ton emploi après la XIème fermeture d'entreprise. Le Blok veut aussi t'enlever ton assurance-maladie s'il arrive au pouvoir. Le Blok veut sup-

## Un silence dangereux

groupes de la population à travers des journaux diffusés massivement grâce à l'argent des contribuables par le quatrième parti de Flandres relèverait tout simplement de la "liberté d'expression"! L'excitation systématique à la haine contre les étrangers par une armée de mandataires politiques est ainsi mise sur le même pied que la liberté de parole des citoyens, des journalistes, des conférenciers, des dessinateurs et des philosophes. Eh bien non: nous, nous gardons nos discours sur la liberté d'expression pour des circonstances plus adéquates.

Cependant, les lois et les décisions judiciaires mettront peu de bâtons dans les roues du Blok. Pour barrer véritablement la voie à ce parti, il faut une autre politique, éliminer le terreau dont il se nourrit. Une politique qui donne la priorité aux besoins sociaux, rénove les quartiers, lie les allocations au bien-être, élargit les droits démocratiques, arrête les restrictions budgétaires et les privatisations. Une fois de plus, nous attirons l'at-

primer ton syndicat, de sorte que les travailleurs seront de nouveau sans défense face aux patrons". Voilà le message qui doit être celui du mouvement ouvrier. Et qui devrait s'accompagner d'un plan d'action cohérent afin de contre-carrer les multiples mesures anti-sociales. Mais une telle campagne n'est nullement menée aujourd'hui et ce silence est dangereux.

Un certain nombre de grandes organisations et coordinations antiracistes tel que Hand in Hand/Avec Vous, semblent même théoriser le silence actuel. De la progression continue du Blok, elles déduisent simplement que les campagnes contre celui-ci seraient contre-productives. Certes, il est sans aucun doute nécessaire de jeter un regard critique sur le passé. Mais se taire, c'est accepter. C'est pure folie, en particulier au moment où le Blok risque de franchir la barre des 20%, et ce malgré les engagements de Verhofstadt en 1999 lorsqu'il promettait que son action allait réduire de moitié les scores de l'extrême-droite... ■

la gauche

Mensuel édité par le Parti Ouvrier Socialiste (POS) - Quatrième Internationale

EDITEUR RESPONSABLE: David Dessers

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION: Céline Caudron, David Dessers, Matthias Lievens, Ataulfo Riera

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles Tél:02 523 40 23 //Email: lagauche@sap-pos.org //Site Internet: www.sap-pos.org

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Olivier Bonfond, David Dessers, Céline Caudron, Ludo de Brabdander, Anne Gersten, Chris Den Hond, Denis Horman, André Henry, Frédéric Lehembe, Matthias Lievens, Isabelle Ponet, Ataulfo Riera, Marcel Solbreux, Max Solbreux, Daniel Tanuro, François Vercammen, Dominique Warocquier

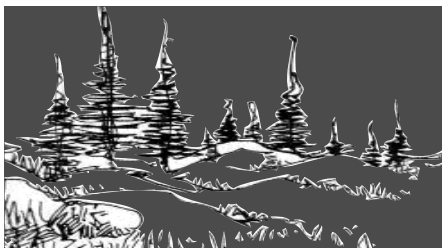
TARIFS ET ABONNEMENTS: Prix au numéro: 1,5 euro // Abonnement un an: 15 euros // Etranger: 25 euros // Abonnement de soutien: 30 euros

A verser sur le n° de compte "Avanti": 001-4012225-90, mention "La Gauche".

# Mettons-nous au

# VERT

PAR DANIEL TANURO



La littérature environnementale est truffée de condamnations irrévocables du marxisme. En voici une, tirée d'un ouvrage sur Kyoto : "Pour Marx, la Nature n'est qu'un moyen à discipliner pour construire la société idéale" (1). Pan ! Le marxisme est perçu comme tellement peu écologique qu'on peut se permettre d'écrire n'importe quoi à son sujet, même dans un livre sérieux. C'est le cas ici. Or, pour Marx : "Une société entière, une nation et même toutes les sociétés contemporaines réunies, ne sont pas propriétaires de la terre (Marx emploie "terre" dans le sens de "nature", DT). Elles n'en ont que la jouissance et doivent la léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en bons pères de famille" (2). Cette phrase est aux antipodes de la nature comme "moyen" au service d'un "idéal". Elle est aussi aux antipodes de la nature comme objet d'appropriation privée au service du profit, conception que le capitalisme porte à son comble... et dont l'auteur cité est un chaud partisan, puisque son ouvrage porte essentiellement sur l'échange des droits de polluer dans la lutte contre le changement climatique.

Les préjugés anti-marxistes sur la question de la nature sont diffusés aussi par des auteurs progressistes, voire "écosocialistes". Jean-Paul Deléage, par exemple, reproche à Marx d'avoir "abandonné, dans *Le Capital*, l'approche de la relation société-nature comme une totalité indissociable", et d'avoir "privilegié l'analyse des deux autres éléments du processus, le capital et le travail". "De ce fait, poursuit Deléage, le rapport société/nature n'a plus été envisagé que dans le cadre d'une théorie purement économique, celle de la rente foncière" (3). Or, ce reproche est contradictoire avec le fait que c'est précisément dans ses œuvres de maturité que Marx élabore son concept de "métabolisme social" entre l'humanité et la nature (4), con-

cept dont JP. Deléage reconnaît qu'il est "particulièrement pénétrant pour saisir la crise écologique actuelle"... mais en omettant de dire qui en est l'auteur !

En réalité, tout en piochant l'économie politique, Marx n'a jamais abandonné l'approche de la relation société-nature comme une "totalité indissociable". Ce que Deléage et d'autres ne comprennent pas, c'est que la mise en évidence par Marx des lois du capitalisme était et reste indispensable pour comprendre la manière spécifique, historiquement déterminée, dont ce mode de production affecte l'homme dans son environnement. A cet égard, la théorie marxiste de la rente foncière constitue une contribution extrêmement importante. Bien loin d'être "purement économique", elle débouche notamment sur trois conclusions aux implications écologiques fort pertinentes : 1° la tendance de plus en plus intensive et spécialisée de l'agriculture capitaliste 2° la contradiction insurmontable entre les rythmes naturels à l'œuvre dans l'agriculture et le rythme de l'accumulation du capital (5) 3° la combinaison des ravages que la grande industrie et l'agriculture (y compris la sylviculture) industrielle infligent à la "totalité" des forces naturelles, à savoir la "force naturelle de l'homme", d'une part, et à la "force naturelle de la terre", d'autre part.

En Europe, particulièrement dans le monde latin, beaucoup de marxistes ont tendance à minimiser l'importance et surtout la cohérence de ces apports de Marx. Souvent, l'auteur du *Capital* est présenté comme n'ayant eu que des "intuitions écologiques géniales", contradictoires avec ses "élans productivistes". Selon nous, cette conception pointilliste sous-estime le Vieux Barbu. Comme l'écrit Paul Burkett, "Marx avait une méthode cohérente pour traiter les conditions naturelles, aussi bien trans-historiquement que sous le capitalisme". John B. Foster, un autre auteur anglo-saxon, renchérit : "les intuitions écologiques souvent géniales de Marx n'étaient pas que de simples flashes de génie. (...) Sa pensée sociale est inextricablement liée à une vision écologique du monde" (6). La grande question est de savoir pourquoi cette vision n'a pas produit autant de fruits rouges-verts qu'on aurait pu l'espérer. Le stalinisme et la social-démocratie portent certainement une responsabilité. Mais, en tant que marxistes-révolutionnaires, nous sommes seuls responsables de notre programme et de nos pratiques. Camarades, profitons de l'été pour nous mettre au vert, cela nous rendra plus rouges ! ■

(1) André GABUS, *L'économie mondiale face au climat*, L'Harmattan, Paris 2003. / (2) Karl MARX, *Le Capital*, livre III, Ed. du Progrès, Moscou 1984, chap. XLVI, page 812. / (3) Jean-Paul DELEAGE, *Histoire de l'écologie*, La Découverte, Paris 1991. / (4) Lire notre article "Le métabolisme social est détraqué", La Gauche, mai 2004. / (5) Posée explicitement dans le Livre III du *Capital*. / (6) Paul BURKETT, *Marx and Nature*, Macmillan Press, London 1999; John B. FOSTER, *Marx's Ecology*, Monthly Review Press, New York 2000.

**Le droit à l'avortement est une liberté fondamentale pour toutes les femmes, parce que sans droit de choisir, tous les autres droits concernant la place des femmes dans la société ne peuvent s'exercer. L'accès à la contraception est indispensable mais insuffisant, quel que soit le pays et ses caractéristiques.** PAR VALÉRIE HAUDIQUET \*

# CHOISIR !

## Droit à l'avortement

En Irlande, au Portugal et en Pologne les femmes sont privées de possibilité légale d'avorter. Les femmes de ces pays qui avortent, pour le plus grand nombre, le font dans des conditions mettant en péril leur santé ou dans des conditions meilleures (à l'étranger, dans certains établissements privés) pour celles qui en ont les moyens. La légalisation de l'avortement dans ces pays y est donc aussi une question de justice sociale.

Le Vatican exerce un pouvoir officiel au niveau européen, qui a même abouti à faire reconnaître la place de la religion dans le projet de Constitution. La législation sur l'avortement est étroitement liée à la place de l'Eglise dans chaque pays. Dans certains pays d'Europe de l'Est, des lois favorables à l'avortement sont en place depuis longtemps, car c'est l'unique moyen de contraception disponible : il faudrait donc élargir l'accès aux modes de contraception. Mais la situation sociale dans ces pays contribue à un renforcement de courants religieux qui ont pour projet de remettre en question le droit à l'avortement.

Dans d'autres pays, les opposants à l'avortement, qui sont coordonnés au niveau international, tentent de fragiliser le droit de choisir en créant des lois ou des jurisprudences sur la protection de l'embryon contre les actes de violences et les accidents ; c'est le cas aux Etats-Unis ou en France, où l'amendement Garraud a été retiré grâce à une forte mobilisation.

En Europe, les législations existantes combinent de manières très diverses plusieurs variables, qui doivent toutes être prises en compte. Quand le droit est le plus favorable pour les femmes, il est possible d'avorter sur demande jusqu'à douze semaines de grossesse, ou encore sur indications sociales (concernant la situation des femmes) jusqu'à 18 semaines en

où tous les avortements sont possibles, y compris pour les étrangères, quand on paye le prix fort.

Une Europe progressiste devrait être un point d'appui pour faire avancer les lois sur l'avortement dans tous les pays, pour qu'il soit possible sur simple demande des femmes, exprimée lors d'un entretien ou d'une consultation et jusqu'à 24 semaines. Les mineures doivent pouvoir avorter sans que leurs parents les y autorisent ou en soient informés.

L'avortement comme la contraception doivent être gratuits ou remboursés pour être accessibles à toutes. Les femmes doivent pouvoir choisir, quand l'avancement de la grossesse permet encore plusieurs techniques d'avortement, entre avortement médicamenteux ou par aspiration, entre anesthésie locale ou générale.

Mais pour qu'un véritable droit à l'avortement puisse s'exercer, il faut que les systèmes de santé rendent disponibles les structures et les personnels qualifiés pour pratiquer les avortements. Leur nombre et leur répartition géographique doivent permettre un véritable accès au droit, sans délai d'intervention. Dans un contexte où la réduction des dépenses publiques est un dogme, la santé et les droits sont entamés par les politiques libérales.

Une Europe sociale et des services publics est une nécessité également pour les femmes. ■

\* ARTICLE PARU DANS ROUGE, N°2063, MAI 2004.



Suède, et jusqu'à 24 au Pays-Bas et en Grande-Bretagne.

Dans plusieurs pays, l'autorisation parentale n'est pas nécessaire pour les mineures, ou des dispenses sont possibles. Mais dans de nombreux cas, l'avortement est soumis à un avis, une attestation, une autorisation ou un accord d'un ou deux médecins ; et après douze semaines, seules des indications médicales permettent d'avorter. Le pouvoir des médecins est donc encore largement opposé aux femmes. Il arrive aussi qu'ils exercent dans des cliniques privées très lucratives, comme en Espagne où l'avortement est légal uniquement sur indication médicale avec accord de deux médecins, mais

S'il est un artiste, au XX<sup>ème</sup> siècle, que l'on ne peut ignorer c'est bien Salvador Dali, le plus connu, le plus populaire, le plus apprécié du grand public, éclipsant même Picasso resté souvent encore un incompris. On célèbre, en cette année 2004, le centième anniversaire de sa naissance. Dali est venu au Surréalisme bien après les autres et a tôt fait de s'en faire exclure pour, selon l'accusation d'André Breton, "son indifférence cynique à l'égard des moyens de s'imposer". Et pourtant, si des surréalistes on ne retient qu'un nom, ce sera Dali, encore!

PAR ANNE GERSTEN

# DALI

## artiste de génie ou mystificateur ?



### Extravagance, outrance, provocation...

Bien avant Andy Warhol, Salvador Dali a compris le mécanisme de la société de spectacle, de l'arrivisme et de la célébrité. Il a utilisé son excentricité jusqu'à la clownerie, la mise en scène de sa vie extravagante et de son œuvre, la compromission au nom de l'empire de la liberté et du rêve avec pour seule ambition le profit. Ulcéré, André Breton le baptisera de l'anagramme de son nom Avida Dollars<sup>(1)</sup>.

Se voulant l'égal de Léonard de Vinci, il s'est fait "artiste, inventeur, savant, philosophe..., mais un Léonard de dessins animés dans le siècle de Walt Disney"<sup>(2)</sup>. Avec une virtuosité technique picturale digne de son prédécesseur, utilisant le trompe l'œil et les lois rigoureuses de la perspective linéaire des plus grands maîtres de la Renaissance, Dali a créé des images reconnaissables, "faciles à lire" dans leur réalisme descriptif, mais tellement "bien faites" qu'elles en deviennent fascinantes, quasi magiques! Le trouble, le rêve, la surréalité ne sont provoqués que par des sortes de calembours visuels et des associations de réalités contradictoires ou incompatibles qu'il peint avec minutie et foison de détails.

Les avant-gardes du début du siècle, cubisme et art abstrait, restent confinées à un cercle d'initiés. Dali a vite compris que le "ressemblant", le "bien peint", le "léché" au service de ses images oniriques seraient plus convaincantes aux yeux du grand public.

### Art, gloire ou sincérité

Dali délirait éveillé. Ses pitreries confinaient à la démence mais Dali n'était pas fou! Ce qui l'en distingue, c'est qu'il était parfaitement conscient du cinéma qu'il se jouait et qu'il jouait aux autres. Cela ne s'appelle-t-il pas de la fraude? Peut-on accepter qu'un grand artiste se joue de nous ou nous trompe?... Pendant qu'il se charge lui-même, dans son autobiographie, de répondre à la question qu'il se pose: "suis-je un génie?".

Ce sont sans doute ses dérisoires tours de piste, les scandales financiers et sa lente agonie - aussi longue que celle de son vieil ami Franco - laissant de lui une image d'un ridicule pantin désarticulé qui suscitent cette envie de jeter l'enfant avec l'eau du bain. Quelle fut donc la part de vrai génie et de sincérité dans l'œuvre colossale de cet artiste qui ne peut laisser indifférent?

### Le manifeste du Surréalisme.

Partons de la définition qu'André Breton donne du Surréalisme dans son manifeste (1924). "Automatisme psychique pur par lequel on se propose d'exprimer soit verbalement, soit par écrit, soit de tout autre manière, le fonctionnement réel de la pensée. Dictée de la pensée, en absence de tout contrôle exercé par la raison, en dehors de toute préoccupation esthétique ou morale...consciente". Pour parvenir à "révéler l'inconscient", dit encore André Breton, se dégagent deux voies: celle de l'automatisme et celle de l'onirisme.

Pour pratiquer l'écriture automatique, il faut fournir un effort de passivité (sic) et de réceptivité pour être à l'écoute du "modèle intérieur", l'enregistrer, par des mots, des traits..., en les laissant venir librement sans chercher à y "toucher", sans faire intervenir la Raison, selon la définition d'André Breton. Mais, il ne s'agit pas de se laisser aller à des penchants romantiques, de révéler des états d'âme, de se complaire dans des contemplations narcissiques ou égocentriques. Cette technique vise à la recherche la plus "objective" possible de découvrir la vérité intérieure et profonde de l'humain. Utopie?

L'autre voie, celle de l'onirisme, propose d'investiguer les rêves. Freud, fondateur de la psychanalyse venait d'inaugurer une méthode d'interprétation des rêves qui devait révéler la part profonde, apparemment insondable de l'être enfoui, de sa vraie réalité, celle qui fascina les Surréalistes. Ce qui intéressait aussi les Surréalistes, épris de raison et de rigueur de pensée, c'est que le rêve était enfin considéré non comme "un luxe, ou une poubelle de la conscience, mais comme le produit d'une activité psychologique de libération"<sup>(3)</sup>. Libération de l'éducation, de la société, des idées reçues, de tout conditionnement, en un mot, but essentiel poursuivi par André Breton et ses amis.

Ainsi la tentation fut grande de "calquer" les rêves et c'est dans cette voie que Dali s'est engouffré! Puisque les rêves révélaient l'inconscient, il

suffisait de peindre ses rêves et, dans un souci d'exactitude, de les saisir au mieux, le plus vite possible, lorsqu'ils se présentent - nécessairement - à la conscience. C'est ainsi que Dali écrivait: "Au lever du soleil, je me réveillais et, sans me laver et ni m'habiller, je m'assayais devant le chevalet placé dans ma chambre face à mon lit... je fixais ma toile comme un médium pour en voir surgir les éléments de ma propre imagination." Peut-être conscient de la naïveté d'un tel propos, Dali tenta de concilier l'intérêt de l'automatisme jugé à ses yeux trop "passif" et l'investigation des rêves, tout en les "contrôlant". Il propose, dès 1929, sa fameuse "méthode paranoïaque-critique" par laquelle il prétend ajouter aux états passifs de l'écriture automatique une activité fabulatrice capable de "systématiser la confusion et de contribuer au discrédit total du monde des réalités, "méthode spontanée, dit-il encore, de connaissance irrationnelle basée sur l'association interprétative critique des phénomènes délirants". Dali a l'art de noyer le poisson! Ses termes pseudo-savants sont délibérément confus et contradictoires (systématiser la confusion; méthode spontanée; etc.).

### Un génie tout de même ?

Dali, en définitive, est un calqueur de

rêves hors pair. Son imaginaire est sans borne. Ses rêves, qu'il les ait rêvés ou inventés, sont fascinants, troublants, dérangeants, délirants... et chacun peut y trouver un point d'appui à son propre délire - délit ? - d'imagination. Sa technique minutieuse, fabuleuse, propre à rivaliser dans le moindre détail à la réalité que le premier coup d'œil même, ne perçoit pas d'emblée, a quelque chose de magique, de plus vrai que vrai ou... d'un faux si vrai ?

Mais Dali ne s'est-il pas complu dans ce goût immodéré du factice, dans cette fabrication du faux et la so-disante exploration de ses rêves ne fut sans doute jamais l'expression du "trop plein de lui-même" et non "le besoin d'une libération intérieure" comme ce fut le cas de la plupart des Surréalistes sincères.

### Ou artiste pompier et officiel ?

Évoquons ici un seul tableau célèbre qui révèle les principales caractéristiques de l'œuvre de Dali: Construction molle avec haricots bouillis-prémonition de la guerre civile, qu'il peint en 1936, l'année où éclate, effectivement, la guerre civile espagnole (prémonition ou opportunité?). A ce moment là, Dali vit à Paris et partage encore avec Miro et Picasso, son hostilité à Franco. A la

manière de Goya dans son Colosse, il symbolise les horreurs de la guerre par une figure monstrueuse envahissant le ciel et la terre par son gigantisme. Empruntées aux motifs des rochers chers à Dali (ceux de Port Lligat de son enfance) les textures déchiquetées du visage, des mains et des pieds se métamorphosent en chair lisse, molle et flasque dans les autres parties du corps. Telle la pâte d'un "camembert coulant", les formes s'étirent et s'affaissent, s'opposant à l'image d'une saucisse ou d'une tranche de lard croustillante et recroquevillée saisie à la poêle.

C'est encore cette dispute entre le dur et le mou qui s'exprime dans les haricots secs ou bouillis. Autant de métaphores du sexe, obsession permanente dans laquelle Dali se complait avec obscénité.

Dali n'échappera pas aux idéologies, tour à tour catholiques, nationalistes et monarchistes, dans lesquelles il a été élevé. Il ne cachera pas finalement son admiration pour Franco et avouera avoir rêvé d'Hitler, ce qui lui valut son exclusion du groupe des Surréalistes qui, même en vertu de la liberté de pensée ou de l'éventuelle pertinence de la "méthode paranoïaque-critique" (!) ne pouvaient tolérer cette idée. ■

(1) On se souvient du scandale qui éclata en 1999 à Cadaquès lorsque la police espagnole a saisi 10 000 œuvres d'art présumées fausses. Dali a reconnu avoir signé en blanc des feuilles vierges pour faciliter la production de lithographies. 350 000 litho "post fabriquées" de Dali seraient en circulation (*Le Monde*, 23 mai 1999).

(2) Philippe Dagen, *Le Monde*, 24 janvier, 1989.

(3) René Passeron, *Encyclopédie du Surréalisme*, Somogy, Paris, 1977, p.54.

## Recouvrement symbolique de panneaux publicitaires



Vendredi 23 avril 16h30, environ 40 personnes se rassemblent rue Royale à Tournai. C'est "par bouche à oreille" que les militants du collectif altermondialiste de Tournai (C.A.T.) et du R.A.P. (Résistance, à l'Aggression Publicitaire) ont appelé à ce rassemblement. Ils couvrent 3 panneaux publicitaires d'avertissements comme "la publicité crée une forte dépendance à la consommation et nuit gravement à la santé mentale". Ils s'en prennent aussi à une colonne publicitaire-toilette payante en y collant un "patchwork" avec des photos de boîtes aux lettres portant

les mentions "Pas de pub". La presse locale a répercuté l'événement de façon pertinente. Un premier café altermondialiste sur ce thème s'en est suivi et a regroupé 35 personnes.

Les buts de cette action sont de sensibiliser sur les aspects idéologiques véhiculés par la pub et de dénoncer les profits (se chiffrent en plusieurs dizaines de millions d'euros) tiré de l'invasion de notre espace public par les multinationales Clear Channel et J.C. Decaux. ■ MAX SOLBREUX

Après l'affaire Faust et la mise sous tutelle du Setca Bruxelles, une certaine tranquillité semblait revenir au Setca. Soudainement, juste avant que Mia De Vits "opte" pour une place sur la liste du SPa, le secrétaire national du Setca-Finances, Thierry Nollet, était licencié. Ceci donnait lieu à beaucoup d'agitation dans le secteur : des réunions agitées, des conférences de presse et beaucoup de confusion. Nous revenons sur les origines de cette affaire. PAR MATTHIAS LIEVENS

# L'Abcès Bureaucratique du SETCa Bruxelles

C'était Thierry Nollet, le fils de Michel Nollet qui a présidé la FGTB nationale, qui a mis le carrousel en route en déposant sa plainte en justice à propos de la mauvaise gestion financière du Setca-Bruxelles. C'était le signal de départ de la saga. Même si Faust était orienté à gauche, et c'était sans doute un motif supplémentaire pour attaquer sa position, il y avait aussi une mauvaise gestion qui devait être rectifiée.

Nollet fils s'est ligué avec tous les secrétaires du Setca bruxellois et avec Christian Roland, secrétaire national du Setca, et a obtenu le soutien de Mia De Vits. La campagne qu'il a menée pour éjecter Faust a réussi. Le Setca Bruxelles est passé sous la tutelle du Setca national, Faust a été licencié et un examen judiciaire a été lancé contre lui et plusieurs autres membres du secrétariat.

Pour beaucoup de délégués, ces événements ont créé une situation difficile. Chaque jour ils/elles étaient interpellé/es dans leur entreprise à propos des articles de presse et de leur gestion des cotisations. Dans leur syndicat, ils étaient contraints de choisir leur camp, sous peine d'être taxé de trahison: chacun devait marcher au pas contre Faust.

Thierry Nollet a débuté comme délégué syndical aux assurances de la Prévoyance Sociale, devenues P&V. La compagnie avait des liens étroits

avec le Parti Socialiste, et, syndicalement c'était évidemment un bastion de la FGTB. En 1999 il est devenu secrétaire du secteur finances à Bruxelles. Initialement, il participait à l'organisation de grèves dynamiques pour un accord sectoriel sur une réduction du temps de travail. Il y a accumulé un certain crédit. Ainsi il a établi une rupture de tendance avec ses deux prédécesseurs, en fin de carrière et qui n'avaient ni son dynamisme ni son enthousiasme.

Pendant la phase courte mais intense où il a été secrétaire bruxellois, il se présentait comme un "chef de bande" intelligent, avec un plan de carrière qui devait le mener vers une position de force au niveau le plus élevé du syndicat. Il s'y est employé par toutes les méthodes possibles. Le Setca-Bruxelles est devenu beaucoup plus dynamique qu'avant, mais ses traditions démocratiques ont été écrasés. Quelques exemples:

- Lors de l'élection de Thierry Nollet en tant que secrétaire, il est apparu que tous les représentants de P&V du Royaume s'étaient inscrits à la régionale bruxelloise. Aux Assemblées Générales, Nollet pouvait compter sur une majorité absolue, docile et pour le moins artificielle.

- Il a relancé la pratique des Assemblées Générales avec la présence massive de délégués. Il a créé de nouvelles instances où beaucoup de délégués se sont impliqués.

Une nouvelle dynamique est née dans le secteur financier.

- En même temps, il a créé une ambiance anti-démocratique par des manipulations et des intimidations, des cris et des engueulades. Les formes honnêtes et ouvertes de discussion et de prise de décision étaient devenues impossibles. Même poser une question ou s'abstenir lors d'un vote pouvait amener un accès de colère du secrétaire.

- Des délégués, surtout ceux et celles des petites boîtes, qui ne votaient pas comme le chef étaient intimidés et isolés. Des délégués critiques qui développaient une pensée propre ont décroché ou se sont repliés sur leur entreprise. Pire: certains ont claqué la porte. Presque toute l'équipe des AGF est ainsi partie pour la CNE (CSC).

- Il soutenait les délégués dans les petites et moyennes banques. Ils et elles ont retrouvé confiance en eux-mêmes après des années d'activité syndicale avec un mauvais rapport de force. Des succès syndicaux ont suivi. Avec cette base de délégués enthousiastes et dociles, il a cassé les équilibres de forces dans le secteur financier, en se servant d'arguments pseudo démocratiques. Les grandes banques, où militent davantage de délégués critiques et autonomes, ont perdu du poids par rapport aux petites banques.

- Dans les grandes banques, il a essayé de gagner les délégations à sa cause en divisant pour régner. Il a essayé de neutraliser les personnes critiques, de les salir, en allant jusqu'à dénoncer des délégués auprès de la direction de leur entreprise! Il changeait les listes pour les élections sociales.

- Les mandats pour les instances et les congrès (p.e. le congrès du Setca du 7-8 mai 2002 à Bruxelles) étaient "offerts" aux délégués à condition de



suivre les votes de la deuxième secrétaire qui était assise face à eux dans la salle. La secrétaire, Nathalie Piens, issue également de P&V, avait été élue de la même façon que Th. Nollet et lui était soumise inconditionnellement.

### **Nollet et De Vits - du même tonneau**

Par sa tactique putschiste, Nollet a su éliminer Faust. Mais, pour prendre la place de Faust, il s'est heurté à la résistance d'un certain nombre d'autres secrétaires bruxellois du Setca, dont ceux de l'industrie, du commerce et du secteur non-marchand. Thierry Nollet a manœuvré alors pour que le secrétaire national du secteur financier, Robert Wittebroek, prenne sa prépension. Il a alors pris la place de ce dernier. Ce n'était pas son premier choix car son bastion de pouvoir syndical était localisé à Bruxelles. Dans ses nouvelles fonctions, il est entré en conflit avec d'autres secrétaires, surtout flamands, qui se sont sentis menacés par sa soif de pouvoir insatiable.

La tête de la régionale bruxelloise restait pourtant son objectif premier. Deux obstacles se sont dressés sur sa route: Christian Roland, qui avait la tutelle de la régionale en tant que secrétaire national, et le groupe de secrétaires bruxellois déjà mentionné. C'est pour ébranler ces deux obstacles que Th. Nollet a lancé une nouvelle offensive en réanimant de vieux (?) dossiers financiers. Dans cette manœuvre, il s'est allié de vieux Faustiens, dont l'ancien comptable de la régionale, qui lui ont fourni des munitions contre Roland. Cette opération était un peu vide de contenu sérieux: qu'il y ait des manquements dans la gestion n'était pas à exclure. Mais il était difficile de croire que Christian Roland aurait encore toléré des malversations sérieuses sous le nez du Parquet. En outre, la majorité des dettes du Setca-Bruxelles, dont l'arriéré des contributions à l'ONSS, et l'arriéré de la part nationale des cotisations, avaient été remboursées.

Mais Thierry Nollet avait réussi à impliquer Mia De Vits dans son opération. Mia De Vits est une des proches de Thierry et Michel Nollet. L'élimination d'Albert Faust n'a pas uniquement servi à libérer une place pour l'ascension du jeune Nollet; elle a aussi aidé les tentatives de centralisation du sommet national de la FGTB contre l'indépendance des centrales et des régionales.

Ajoutez à cela les accents autoritaires de De Vits et sa ligne modérée (elle a rejoint la direction du SP.A sous la présidence de Stevaert): tous les ingrédients sont là pour expliquer l'irritation, surtout en Wallonie, autour de sa personne.

Thierry Nollet a fait rédiger par les deux secrétaires du secteur finances du Setca des lettres prétendant qu'il est impossible de travailler à Bruxelles, que la situation financière n'est pas claire et qu'ils ne reçoivent pas de réponse à leurs questions à



ce sujet. Les secrétaires qualifiaient la gestion "d'opaque, sectaire et anarchiste". La lettre a été signée par 250 délégués, d'après eux: de nombreux délégués n'ont pourtant jamais vu la lettre en question. La lettre a été remise à De Vits. Au lieu d'en parler d'abord à Christian Roland, Mia De Vits l'a tout de suite transmise à l'audit interne de la FGTB et a même été trouver le Parquet! Pour Christian Roland et d'autres secrétaires nationaux, c'était la goutte qui fait déborder le vase. La position de Mia De Vits est devenue intenable.

### **Nollet disparaît ?**

Pour tous les secrétaires, Nollet avait été trop loin. Lors d'une réunion du bureau exécutif du Setca, convoquée par Christian Roland et où tous les secrétaires fédéraux étaient présents, une motion a été présentée: Thierry Nollet devait faire ses valises "volontairement" ou bien aller se défendre devant le Comité Exécutif du Setca National, où siègent aussi de nombreux délégués. A l'exception de Nollet lui-même, les 30 secrétaires se sont prononcés unanimement pour cette motion. Une sortie en or a été négocié par Michel Nollet en faveur de son fils, à condition que celui-ci s'abstienne de commentaires.

Mais Thierry Nollet était encore soutenu par un courant du Setca-Bruxelles, dont une des deux secrétaires, Nathalie Piens. L'autre secrétaire, Miranda Ulens, a déclaré lors d'une Assemblée Générale, qu'elle avait été manipulée et qu'elle s'était laissé embrigader par Thierry Nollet.

Ce courant pro-Nollet a organisé des conférences de presse au nom du secteur finances, alors que le secteur n'a pas pu se prononcer par vote.

Il n'est pas étonnant que de bons délégués aient décroché ou changé de syndicat.

Mais une résistance s'est aussi développée contre ces machinations. Une pétition interne contre les conférences de presse illégitimes a été signée par de nombreux membres des comités syndicaux, surtout ceux des grandes banques. Elle demandait que ceux et celles qui tiennent ces conférences de presse parlent en leur nom propre et pas au nom du secteur finances du Setca Bruxelles.

### **"Not in our name!"**

Heureusement que les travailleurs jugent surtout les délégués à partir de ce qu'ils obtiennent dans les entreprises. La lutte pour reconstruire un syndicat démocratique, combatif et progressiste n'est pas terminée. ■

Dans la gauche n°2, nous avons présenté les grandes lignes du plan Vandembroucke visant à renforcer le contrôle des chômeurs ainsi que les enjeux qu'il soulève. L'opposition à ce plan s'organise en Belgique, notamment autour de la plate-forme contre la chasse aux chômeurs qui s'est lancée en mars dernier. Elle rassemble aujourd'hui plus de 3 000 adhérent/es. la gauche a pris la température de cette mobilisation en rencontrant Felipe Van Keirsbilck, permanent CNE, membre de la plate-forme et du collectif de solidarité contre l'exclusion. PROPOS RECUEILLIS PAR CELINE CAUDRON



# Chasse aux chômeurs

## On n'est pas des lapins!

Tout a réellement commencé avec un débat sur la question, rassemblant des ténors politiques et des responsables syndicaux. L'initiative venait du collectif de solidarité contre l'exclusion, composé d'une dizaine de personnes. Le débat lui-même ne nous a pas appris grand chose, explique Felipe Van Keirsbilck, mais il a fait venir du monde et a permis de lancer notre plate-forme. Ce soir-là, on a directement lancé un appel à une réunion de travail pour donner une suite à la plate-forme. On pensait être cinq ou six personnes et on était finalement une quarantaine. Ce qui est intéressant, c'est la rencontre d'une multiplicité d'indignations individuelles, de réflexions plus académiques ou plus politiques, sur une base toute petite mais qui offre une certaine stabilité.

### De l'information à la tactique de guérilla

Après avoir décidé d'un texte de base, les membres de la plate-forme se sont lancés dans une campagne d'information via des tractages dans les files de pointage et les marchés. Ça a été un très grand succès. On estime que, sur le mois d'avril, on a distribué environ 60 000 tracts en Wallonie et à Bruxelles, dont une petite partie en flamand. Des équipes

se sont mises en place dans beaucoup d'endroits. Mais le handicap majeur qu'on n'a pas du tout surmonté aujourd'hui, c'est qu'on est un réseau francophone. Si on arrivait dans cette bataille-ci à nouer quelques bons liens par delà la frontière linguistique, ce serait un acquis très important.

Le 1er mai, la plate-forme, pourtant encore jeune, sans base immense et sans véritable appui syndical, a réussi sa première apparition publique. Elle a rassemblé 500 personnes dans les rues de Bruxelles en marge des festivités de la FGTB.

Pour faire bouger quelqu'un d'aussi psycho-rigide que Vandembroucke, 500 personnes ce n'est rien. On a donc prolongé ça par la mise en oeuvre d'une tactique de guérilla. On s'est dit que nous pouvons profiter de l'espace médiatique et politique créé là où d'autres organisent des rassemblements. C'est ce que nous avons déjà fait le 1er mai dans la matinée au Botanique quand nous avons "accueilli" les congressistes du PS. On a la chance d'être dans une période pré-électorale qui nous attire l'intérêt du politique.

### Un saucisson en tranches

Comme dans tout collectif, les sensibilités sont diverses. Les approches de la mobilisation contre la chasse aux chômeurs sont donc plurielles au sein de la plate-forme. Il y a une forte sensibilité pour dire que notre job se concentre sur la tranche de saucisson: l'arrêté royal de

Vandembroucke sur le contrôle des chômeurs. Il faut empêcher l'adoption de l'arrêté royal et sa mise en oeuvre. Chez d'autres, on vise plutôt le saucisson en entier: le premier objectif cohabite avec l'idée de dire que cet épisode s'insère dans une histoire de déconstruction des droits sociaux en Belgique et en Europe. Il s'agirait d'essayer de construire un réseau qui soit encore en état de fonctionner en septembre et début 2005, quand le prochain coup viendra et aussi de nouer des relations européennes.

Je crois qu'on doit vraiment essayer de tenir les deux combats parce que je pense que nos chances de succès réelles sur l'annulation de l'arrêté royal sont faibles. Mais on peut très bien perdre une bataille et progresser sur les stratégies générales.

### Et les syndicats dans tout ça?

La question de l'adhésion des syndicats à la plate-forme est lancinante. Pour Felipe, qui est syndicaliste avant tout, il faut garder le lien avec les syndicats pour maintenir un front large pour les combats à venir. On doit être prêt à faire preuve d'une certaine patience, de stratégie et de diplomatie pour ça. Peut-être que, dans les débats internes, on a contribué à ce que nos revendications soient mieux prises en compte. Il ne faut pas non plus sous-estimer l'influence qu'on a à l'intérieur des syndicats. Les centrales professionnelles sont plus importantes que les fédérations interprofessionnelles dans l'esprit des gens. ■

Contactez la plate-forme contre la chasse aux chômeurs:

par le site: [www.stopchasseauxchomeurs.be](http://www.stopchasseauxchomeurs.be)

par e-mail: [contact@stopchasseauxchomeurs.be](mailto:contact@stopchasseauxchomeurs.be)

par téléphone: 02/218.09.90

par courrier: rue Philomène, 43, 1030, Bruxelles

Texte de la plate-forme, liste des signataires, agenda et adresses des comités régionaux et locaux sur le site

**En Belgique, comme en Europe, les réformes tueuses de droits sociaux sont à la mode. Elles sont servies à différentes sauces. Chez nous, dernièrement, après Vande Lanotte - son "camarade" du SP.A - Vandebroucke nous ont commandé la sauce "état social actif". Il y a moins d'ail que la sauce "néo-libérale pure et dure", elle est plus aigre-douce, plus discrète et elle passe mieux. Mais cela ne l'empêche pas de provoquer des ulcères. Avec la réforme du minimex ou celle du statut des cohabitants - qui sont surtout des cohabitantes - nos estomacs ont déjà assez souffert des menus anti-sociaux. Pour qu'il nous reste encore quelque chose dans le bide, on a intérêt à se remuer. Et, surtout, à le faire toutes et tous ensemble.**

PAR CELINE CAUDRON (\*)

# Nous ne nous laisserons **PAS** bouffer nos **DROITS** sociaux

Ce n'est pas un hasard si ces réformes touchent en premier lieu les plus précaires comme les allocataires du CPAS, les femmes au foyer, maintenant l'ensemble des chômeurs et, demain, les pensionnés et prépensionnés. Ils constituent une cible plus facile. Ce sont des groupes plus fragilisés, souvent isolés et qui se mobilisent moins facilement. En s'attaquant aux droits des précaires et des sans-emplois, nos gouvernements ne font qu'ouvrir la voie à un démantèlement généralisé des acquis sociaux, préjudiciable à l'ensemble des travailleurs. La sécurité sociale est menacée. Beaucoup de travailleurs doivent déjà se contenter de boulots précaires, avec des cadences folles, des CDD ou des contrats intérimaires. En forçant les sans-emplois à accepter n'importe quel boulot, le risque de nivellement par le bas des conditions de travail augmente d'autant plus.

Il n'y a pas trop peu de travail ; il y a trop peu de travailleurs et de travailleuses embauchés. Une réduction radicale du temps de travail, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire, est une option bien plus pertinente pour s'attaquer au chômage que celle qui consiste à radier les chômeurs des statistiques.

Pour défendre nos droits fondamentaux et stopper le rouleau compresseur qui est déjà bien en marche, il est impératif de briser les clivages entre les travailleurs "actifs" et ceux qu'on appelle sans rire les "non actifs". Personne n'est épargné. Nous sommes toutes et tous dans le même train fou. Ce n'est qu'ensemble que nous arriverons à le faire dérailler. Il faut construire une mobilisation sur le long terme. L'annulation du projet de chasse aux chômeurs n'est pas une fin en soi. Il ne

s'agit que d'une étape. Nous devons être capables de prévoir les prochaines attaques pour les faire échouer. Le combat pour la défense de nos droits sociaux s'annonce être de longue haleine. Raison de plus pour s'y mettre.

Notre mobilisation doit dépasser nos frontières. L'Union Européenne ne pose aucune garantie pour protéger les droits acquis. Au contraire, à travers la Charte des Droits Fondamentaux et la Constitution qui s'annonce, elle ne nous reconnaît plus le droit au travail, au revenu d'existence ou au logement. Nous n'avons plus que le droit DE travailler, DE chercher un emploi ou D'obtenir un logement, ce qui est fort différent. Ainsi, en rejetant leur responsabilité sur le dos de l'Europe - qu'ils construisent eux-mêmes à travers le conseil des ministres - les gouvernements des Etats membres peuvent agir à leur guise, en fonction de leur contexte national, afin de poursuivre le démantèlement de nos droits acquis par la lutte. A l'image du réseau des marches européennes ou du Forum Social Européen, nous devons construire et renforcer les réseaux de solidarité à travers l'Europe pour résister à cette offensive internationale.

Dans ce contexte et devant l'ampleur du combat à mener, nous ne pouvons que regretter l'attitude actuelle des directions syndicales et leur manque de fermeté. Les organisations syndicales, chargées de la défense des droits de tous les travailleurs - actifs ou non - , sont les mieux placées pour encourager cet élan de solidarité et soutenir cette mobilisation contre le démantèlement des droits fondamentaux. Pourtant, jusqu'ici, si elles nous assurent être de notre côté, les directions fédérales

des deux grands syndicats ne mobilisent guère. Elles n'ont concrètement obtenu que des petits aménagements du projet de chasse aux chômeurs, aménagements desquels elles semble se satisfaire comme "moindre mal". Les syndicalistes qui s'engagent dans cette lutte ne sont pas soutenu(e)s par leur direction. Les sommets des syndicats doivent écouter leur base et travailler effectivement à la défense des intérêts de tous les travailleurs, avec ou sans emploi.

Les gouvernements violet et arc-en-ciel n'ont pas stoppé cette dynamique de détricotage des droits fondamentaux, loin de là. Pendant ces deux dernières législatures, les coups se sont succédés sans peine. La réforme du minimex, avec de minimes amendements, certes, est passée en son temps par exemple.

Malgré les énormes moyens scientifiques, techniques et financiers qui existent aujourd'hui, le capitalisme est incapable de résorber les nombreux besoins sociaux ou écologiques à satisfaire. Par sa nature même, le capitalisme n'admet pas que, toutes et tous, nous puissions bénéficier à la fois de temps libre et d'un gagne pain décent. Nous ne progresserons pas avec des mesurette. Il est nécessaire de construire une force progressiste réellement alternative, sur une base large et solide, pour bloquer la machine en marche. La politique du moindre mal est souvent la pire des politiques. Arrêtons de nous en contenter et entamons une rupture radicale avec la ligne gouvernementale et européenne. ■

(\*) Intervention du POS au meeting de la Plateforme contre la chasse aux chômeurs du 28 mai)

# Quelle issue en IRAK? ONU or not ONU?

Alors que le "transfert de souveraineté" du 30 juin en Irak apparaît de plus en plus comme un leurre et que l'impérialisme US affronte une résistance croissante et un discrédit planétaire pour ses actes de barbarie, quelle issue le mouvement anti-guerre et progressiste doit-il soutenir? Des pacifistes, des sociaux-démocrates "de gauche" et même des communistes avancent souvent l'argument que les Etats-Unis doivent se retirer d'Irak et céder la place à l'ONU pour que ce pays accède à l'indépendance et à la démocratie. Solution illusoire? Un débat entre Chris den Hond, membre du POS et de la rédaction de la gauche et Ludo de Brabander de l'asbl pacifiste flamande Vrede.

Chris Den Hond: "Un soutien à la résistance et le droit à l'autodétermination sont plus efficaces que tous les casques bleus de l'ONU"

**Chris DEN HOND:**

### L'ONU: égoutiers des Etats-Unis

L'ONU n'est pas une instance neutre, ni un arbitre capable de séparer des adversaires qui s'entre-tuent. Elle reflète les rapports de force au niveau mondial et, donc, la domination des Etats-Unis. Si chaque Etat membre avait le même poids dans les processus de décision, les Etats-Unis quitteraient l'ONU immédiatement. Son processus de décision fait en sorte qu'une grande puissance puisse utiliser son droit de veto pour empêcher, par exemple, des sanctions contre Israël. Mais l'ensemble des pays latino-américains ou asiatiques ne peuvent pas décider de sanctionner les Etats-Unis pour les brevets criminels sur les médicaments ou pour la destruction de leurs économies par des multinationales.

Pour l'écrivain et activiste Tariq Ali, l'ONU est "le masque derrière lequel les Etats-Unis se cachent quand ils ne veulent pas endosser de responsabilité directe. Ils se lancent dans une aventure et, si ça se corse sur le terrain, ils ont tout d'un coup besoin de l'ONU donner l'impression que la boutique brille de nouveau. Kofi Anan et Brahimi sont des braves types qui nettoient les toilettes après que d'autres les aient salies. L'ONU est l'équipe de nettoyage au service de l'empire nord-américain".

Alors, réformer l'ONU? C'est une bonne intention mais c'est du *wishfull thinking*, c'est irréaliste. Du fait que cette institution est l'expression des rapports de force au niveau mondial, elle ne pourra être réformée que quand ces rapports de force seront

radicalement modifiés.

Certains prétendent que le chaos règnera en Irak après le départ des troupes états-uniennes si celles-ci ne sont pas remplacées par des troupes de l'ONU. Toujours selon Tariq Ali, cet argument suinte de racisme parce qu'il suggère que les Irakiens sont stupides et s'égorgeront entre eux sans la présence de soldats occidentaux. Ce type d'argument est utilisé depuis 150 ans pour justifier toute forme de présence coloniale.

Parfois, on nous reproche d'être des "abstentionnistes", des irresponsables qui n'ont pas le courage d'aller défendre les valeurs des droits de l'homme et de la démocratie partout dans le monde contre les dictatures. Les Etats qui interviennent sous prétexte de "défendre les droits de l'homme" sont, en y regardant de plus près, les mêmes qui ont le plus grand nombre de massacres, de guerres, de dictatures et de misère sur la conscience (guerres coloniales, guerres interimpérialistes, guerres au Moyen Orient pour le pétrole, sociocide contre le peuple palestinien, interventions contre des mouvements de libération, ...). Au Rwanda, c'est le FPR qui a arrêté le génocide, pas les troupes belges ou françaises.

Dans un sondage récent, 70% des Irakiens considère le gouvernement provisoire actuel comme un agent des Etats-Unis. Même les Kurdes, qui ont soutenu l'intervention états-unienne, commencent petit à petit à prendre leurs distances. L'immense majorité des Irakiens ne souhaite pas l'arrivée d'une "force de paix de

l'ONU" car elle ne voit aucune différence entre les casques verts des Etats-Unis et les casques bleus de l'ONU. Car l'action de l'ONU en Irak occupé démontre bien qu'elle n'est pas une instance neutre. Lorsque le leader chiite modéré Ali Sistani avait demandé à l'ONU d'appuyer sa revendication d'une élection directe du nouveau gouvernement irakien, l'ONU s'y est refusée afin de ne pas froisser les Etats-Unis. Aujourd'hui, les Nations Unies déclarent revenir en force en Irak... à condition que leur sécurité soit assurée par les GI's, ce qui équivaut à avaliser une occupation illégale et à inverser le problème: c'est la présence des troupes US qui pose des problèmes de "sécurité" dans le pays. C'est également entretenir la fiction que l'Irak peut devenir une nation souveraine à l'ombre des baïonnettes de l'occupant états-uniens.

### Soutenir la résistance

Un soutien direct à la résistance populaire, des sanctions contre les pays à l'origine des conflits (Israël, Turquie, Etats-Unis, Etat espagnol, Grande-Bretagne, ...) seraient des actions bien plus efficaces qu'un envoi de "troupes de pacification" de l'ONU. Si les pays arabes producteurs de pétrole - et Chavez, le président progressiste du Venezuela - fermaient les vannes du pétrole, la pression pour qu'Israël se retire de Palestine et les USA d'Irak serait plus efficace que tous les casques bleus et toutes les belles résolutions solennelles de l'ONU. Il y a aussi le droit à l'autodétermination, droit sacré pour nous, marxistes. En Irak, cela implique le retrait immédiat de toutes les

**Ludo De Brabander:**  
**“L'ONU pourrait jouer le rôle  
 d'accompagnateur en Irak.  
 Mais les Irakiens doivent  
 avoir le dernier mot.”**

troupes étrangères, l'instauration d'un gouvernement d'unité nationale (y compris avec toutes les composantes de la résistance) et l'élection directe d'une assemblée constituante destinée à établir un nouveau modèle d'Etat, basé sur le fédéralisme. Ce schéma n'est pas compatible avec la présence - et donc l'aval - d'une force armée étrangère, y compris onusienne. Les Irakiens seraient par contre d'accord pour la présence d'observateurs internationaux lors des élections. Mais c'est le maximum et cela n'a rien à voir avec des "troupes de paix de l'ONU". ■

**Ludo DE BRABANDER:**

**L'ONU peut soutenir l'indépendance de l'Irak.**

L'ONU, doit-elle prendre l'Irak en main? Ceux qui ont suivi de plus près les événements ces dernières années diraient non. L'ONU est grillée. L'embargo de l'ONU contre l'Irak sous Saddam Hussein a provoqué la mort d'innombrables victimes innocentes. Le cirque autour des inspections était élaboré par l'ONU. Mais faut-il refuser à l'ONU tout rôle en Irak et balancer cette institution à la poubelle? Une ONU qui est, selon sa Charte, responsable du maintien de la paix?

Sans doute que l'ONU doit être réformé d'urgence. Mais, malgré ses nombreux défauts, elle reste le seul lieu où toutes les nations se réunissent autour d'une même table - même si un Etat y prend plus de place et d'importance que les autres. Sa charte contient pas mal de bons principes concernant les relations entre les Etats. Celui qui veut mettre

l'ONU complètement hors-jeu doit se rendre compte qu'il renforce de facto le rôle des organisations comme l'OMC ou l'OTAN. Cette dernière a d'ailleurs l'Irak à son ordre du jour pour fin juin.

L'ONU est-elle le problème? Non. L'intégrité et la légitimité de l'ONU dépendent de la pratique des nations qui la composent. N'oublions pas que le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas donné son feu vert pour une troisième guerre du Golfe, ce qui n'a pas été évident. Différentes délégations de ce Conseil ont annoncé que les Etats-Unis menaçaient de couper l'aide ou d'imposer des sanctions. Le problème ne vient pas seulement du Conseil de sécurité ou des nations puissantes. Les petits pays ne prennent pas leur responsabilité vis-à-vis la Charte de l'ONU qui interdit les guerres d'agression. Les "petits" auraient pu faire appel au chapitre "United for Peace" (résolution 377/A de l'ONU), une procédure qui peut être entamée si le Conseil de sécurité est divisé, et auraient ainsi pu condamner la guerre.

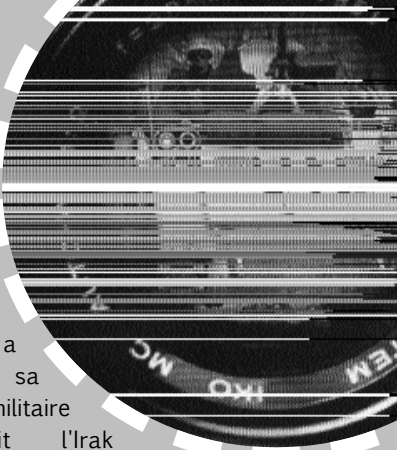
Enfin, que dirions-nous aux Palestiniens si les progressistes décidaient d'un coup que l'ONU n'a plus lieu d'être? C'est grâce à l'UNWRA que les Palestiniens ont pu survivre. Les nombreuses résolutions de l'ONU, contre le gré les Etats-Unis, sont d'un grand soutien pour les Palestiniens. Le problème est que les bonnes résolutions ne sont pas suivies d'une pratique aussi audacieuse. Qui empêche cela? Ce n'est pas l'ONU mais quelques nations occidentales qui ne soutiennent pas suffisamment les Palestiniens pour différentes raisons et qui mènent une politique pro-Israélienne.

Pour en revenir à l'Irak, la question n'est pas de savoir si l'ONU doit y jouer un rôle plus important ou non, mais bien d'en définir le cadre et les conditions. En 1924, la Grande-Bretagne a obtenu un mandat d'occupation de la Société Des Nations de l'époque. Même après l'indépen-

dance officielle de l'Irak, la Grande-Bretagne a poursuivi sa présence militaire et tenait l'Irak économiquement. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne veulent un mandat similaire avec une présence militaire plus ou moins permanente. Avec son "ordonnance 39", Bremer a fait en sorte que l'Irak soit soumis aux désirs et aux entreprises des Etats-Unis. Les deux pays veulent garantir leur mainmise sur les revenus pétroliers. Nous devons refuser que l'ONU serve de paravent. L'ONU ne peut pas servir les intérêts des Etats-Unis. Nous ne transigerons pas sur ce point.

Mais dans le cas précis où l'ONU obtiendrait un mandat pour amener le peuple Irakien le plus vite possible à des élections dans le but d'obtenir une souveraineté politique, militaire et économique pleinement gérée par les Irakiens, l'ONU pourrait jouer le rôle d'accompagnateur. Mais les Irakiens doivent avoir le dernier mot. Le Comité Central du Parti Communiste Irakien résume les choses de la sorte dans son communiqué du 30/04/04: "L'ONU peut jouer un rôle important et nécessaire pour le peuple et le pays, maintenant et dans le futur. Il faut activer ce rôle. Cela n'empêche pas la lutte perpétuelle entre les membres du Conseil de sécurité. Certains membres essaient d'utiliser l'ONU pour des objectifs qui ne correspondent pas aux intérêts du peuple Irakien."

Colin Powell indiquait récemment que les Irakiens n'auront pas les pleins pouvoirs, "parce que les Irakiens ont besoin de notre soutien". Soyons bien conscients que l'administration Bush souhaite soit une ONU soumise soit pas d'ONU. Conclusion: si l'ONU soutient l'indépendance des Irakiens, c'est bien. Si l'ONU doit légitimer un projet colonial, il faudra la combattre fortement. ■



19 mai 2004, les élections sociales se clôturent. Plus d'un million de travailleurs dans près de 6000 entreprises ont voté pour élire leurs délégués syndicaux. Quels en sont les enjeux et les perspectives d'avenir ? Un point de vue PAR OLIVIER BONFOND

# élections sociales: et ensuite?

Contrairement aux élections politiques, les élections sociales, en tout cas dans les entreprises privées, sont un exemple de démocratie: tout d'abord, ce vote est un droit, non une obligation. Malgré cela, le taux de participation se rapproche de 80%. Et de plus, le critère de nationalité n'exclut pas les travailleurs du droit de vote. ... à méditer !

Quels sont les enjeux de ces élections? Bien sûr, au niveau national, il s'agit d'ajuster le rapport de force des trois syndicats. Entre la CSC, la FGTB et la CGSLB: qui va renforcer son pouvoir lors des négociations nationales ou sectorielles? Au niveau local, c'est l'emploi, l'avenir de l'entreprise et la qualité de vie au travail qui se jouent dans chaque entreprise.

Mais, concrètement, que peut-on attendre ou espérer du résultat? Malheureusement, rien, ou pas grand chose, me semble-t-il dans l'immédiat. Les directions des trois organisations syndicales ont certainement des visions et des méthodes différentes. Il n'en reste pas moins qu'elles sont intimement liées aux partis politiques dont l'idéologie est désormais commune: le néolibéralisme. Du coup, si l'énergie et la combativité des nouveaux délégués sont très importantes pour asseoir leur organisation syndicale face aux autres, ils ne peuvent par contre pas dépasser un certain "seuil": s'ils remettent un peu trop en cause le système d'exploitation par le capital, les "restructurations nécessaires" et les compromis établis aux sommets entre le patronat et la bureaucratie syndicale, cette dernière calmera bien vite leur ardeur ou leur mettra franchement des bâtons dans les roues.

En observant le déroulement des dernières fermetures, on voit que les luttes ont chaque fois été le fruit

d'une pression imposée par les travailleurs à la base plutôt que tirées par les directions syndicales. Alors que ces dernières devraient - théoriquement - être un moteur, elles sont trop souvent un frein pour une lutte combative.

Il ne s'agit évidemment pas de remettre en cause l'existence des syndicats en tant que tels. Au contraire, leur rôle reste essentiel pour organiser le rapport de forces entre le Capital et le Travail. Si ce n'est pas la fin de l'Histoire, comme certains le prétendent, c'est encore moins la fin de la lutte des classes. Elle a peut-être changé de visage, mais elle reste plus que jamais d'actualité. Et dans cette lutte, la place des travailleurs/euses en tant qu'agents de transformation de la société reste centrale. Mais il y a bien une inadéquation criante entre la force et le potentiel énormes des organisations syndicales et leur combativité sur le terrain.

Il est donc essentiel que les militants révolutionnaires et anticapitalistes continuent à s'investir au sein des organisations syndicales afin de renverser la vapeur. La présence de quelques militants combatifs au sein de quelques entreprises peut être déterminante en cas de lutte. Sans oublier l'effet de "contagion" possible à un niveau plus large, lors des négociations interrégionales ou provinciales.

Avancer des idées politiques tout en proposant des alternatives et des revendications concrètes sur tout ce qui touche aux conditions de travail est essentiel. Ouvrir le débat, alimenter une réflexion internationaliste, soutenir la solidarité, sont autant d'objectifs à mettre en avant. Les délocalisations, la dette du Tiers-monde, les inégalités, la précarité,

l'élargissement de l'Union Européenne, la politique d'asile sont liés. Proposer une vision d'ensemble et une analyse critique du contexte socio-économique est le premier pas pour mener une lutte efficace. Comprendre, c'est déjà commencer à lutter!

Enfin, résister et mener des actions concrètes est primordial. Il faut préparer ces luttes, alimenter la combativité. On ne peut que se désoler du discours de justification des régressions sociales, trop souvent tenu par les délégations actuelles au nom du contexte par trop "défavorable". Chaque échec peut être source d'enseignements. Chaque lutte victorieuse, même minime, peut et doit servir d'exemple sur lequel s'appuyer.

La présence de militants révolutionnaires et anticapitaliste dans les entreprises reste marginale. Ils sont, de plus, souvent considérés comme des "gauchistes", voire des "terroristes". Le travail à réaliser est titanesque. Il n'en reste pas moins nécessaire. Si le pessimisme s'impose lorsqu'on analyse la réalité objectivement, l'optimisme reste de mise en ce qui concerne les possibilités de changement. Si les travailleurs sont de plus en plus des chômeurs en sur-sis, ils restent la véritable force, les créateurs de la richesse sociale.

L'objectif prioritaire doit donc être de (re)créer à la fois une dynamique de syndicalisme de combat dans les entreprises - opposé au syndicalisme de concertation des sommets - et mener la bataille pour la démocratie à l'intérieur des organisations syndicales. Seule une telle articulation peut faire vaciller la puissance patronale et gouvernementale, et contrecarrer la soumission et la bureaucratisation syndicales. Entonces, manos a la obra! ■

**Le mois passé, nous entamons une réflexion sur l'école dans notre société. Depuis lors, plusieurs acteurs sociaux sont venus rappeler qu'ils refusent le rôle de reproduction du système capitaliste dévolu à l'enseignement, rôle que l'Union européenne renforce sans cesse.** PAR ISABELLE PONET

# Une **société** LISBONNE, BOLOGNE, ... de la connaissance ou un **marché** mondialisé des services éducatifs ?

L'enquête réalisée auprès des enseignants confirme leur malaise, pris entre des exigences sociales et éducatives opposées. Des organisations de parents et d'enseignants montrent combien le sous-financement de l'école primaire accroît les risques d'échecs pour les enfants de familles précarisées et les relègue de plus en plus vite dans des filières qui sont des impasses.

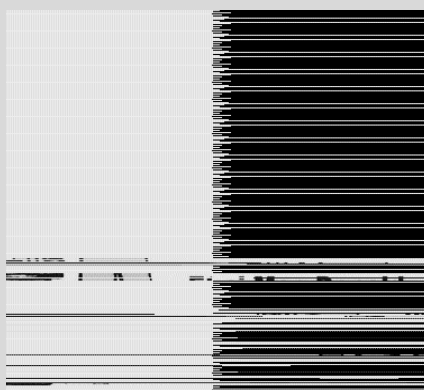
A Liège, la coordination "D'autres mondes", a organisé en mars une table-ronde sur la marchandisation de l'enseignement. Enseignants, représentants des étudiants, des parents et des syndicats y ont confronté leurs positions à l'analyse pointue de N. Hirtt, de l'association pour une école démocratique (APED). Celui-ci mène depuis plusieurs années une enquête opiniâtre dans les milieux industriels et politiques européens. Objectif: détecter les visées réelles des secteurs économiques sur l'enseignement. La coordination a tiré de cette rencontre un dossier qui lui a permis d'interpeller les différents partis politiques sur leur attitude face à la marchandisation de l'école, puis d'en rendre compte à la presse.

A Lisbonne, en 2000, les gouvernants européens décrètent notre entrée dans la "société de la connaissance". En fait, en Belgique, le mouvement est lancé depuis plusieurs années. En 1996, les enseignants francophones perdent une longue bataille. 3.000 emplois sont supprimés. Gain: 3 milliards de FB. Quelques mois plus tard, la Région wallonne annonce son plan d'investissement - de... 3 milliards - dans les Technologies de l'Information et de la Communication: chaque élève devant un ordinateur et un ordinateur dans chaque famille. Non pas pour aider chacun à mieux comprendre le monde dans lequel il vit, mais pour "aider et stimuler le marché européen" et lui donner "la dimension dont notre industrie a

besoin" proclame à l'époque E. Cresson, commissaire européenne à l'Education.

Dans toutes les écoles, les classes d'informatique fleurissent, avec à la clé de juteux contrats de vente, d'entretien, et de raccordement à internet. Une fois les premiers cours reçus, les parents sont mis sous pression pour poursuivre le mouvement à la maison. Il s'agit d'accoutumer chacun à l'informatique, qui accélère la restructuration des services (bancaires, par exemple), et de préparer les jeunes à pouvoir sauter d'un poste de travail à l'autre en quelques heures de formation... sur internet !

Une étude européenne récente (PISA) a démontré l'extrême dualisation de l'en-



seignement en Belgique. On y trouve à la fois une petite frange d'étudiants aisés, ultra-formés, qui serviront de cadres, et une masse de jeunes sous-formés, exclus peu à peu du système scolaire.

Cette situation correspond exactement aux besoins actuels des entreprises: le département américain de l'Emploi annonçait en mars ses prévisions pour les dix ans à venir. 53% des emplois qui vont se créer exigeront seulement une formation de 48 heures au-delà du diplôme de l'enseignement obligatoire: aides soignants, agents de sécurité, "assistants d'enseignement", nettoyeurs... "Pour eux, le mot d'ordre de la société de la connaissance n'est pas "instruisez-vous!" mais "soyez flexibles!" ", dénonce N. Hirtt.

Pour adapter les compétences à la demande patronale immédiate, nul besoin d'un enseignement général, d'une formation à l'esprit critique ou aux démarches citoyennes. Quelques heures sur un programme informatique et un apprentissage sur le tas suffisent.

Inutile donc pour l'Etat de continuer à subsidier des humanités techniques. Les entreprises organiseront elles-mêmes la formation de ceux qu'elles embauchent en l'adaptant à leurs besoins du moment, puis les rejeteront à la rue. Inutile également de contrôler le niveau général des formations, de délivrer des diplômes certifiés nationalement. Au contraire, il s'agit à terme de déréguler totalement le système scolaire, de mettre en concurrence les différents lieux d'apprentissage privés et publics afin de s'insérer le plus vite possible dans le vaste marché mondial des services éducatifs.

L'informatisation de l'école obligatoire est une étape indispensable dans le processus de marchandisation de l'enseignement, et dans la création de l'espace européen d'enseignement supérieur, restructuré, débarrassé du contrôle public, et extrêmement rentable, que nos ministres de l'enseignement se sont donné comme objectif à Bologne. Un enseignement supérieur de moins en moins subventionné par les Etats et donc de plus en plus réservé aux élites financières vu l'explosion des minerval. Aujourd'hui déjà, des centaines de milliers d'étudiants obtiennent au prix fort, par internet, ou dans des universités franchisées, un diplôme émis par les plus grandes universités mondiales. Les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande exigent, à travers l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la libéralisation totale du marché de l'enseignement supérieur. Au point que la Banque mondiale recommande à présent aux pays du Tiers Monde

(Suite en page 16)

de se consacrer uniquement à l'alphabétisation et d'arrêter tout investissement public dans l'enseignement supérieur pour le confier à l'offre des pays industrialisés. Si nous n'y mettons pas ensemble un coup d'arrêt brutal, à travers nos luttes syndicales et altermondialistes, l'idéal de formation culturelle et citoyenne dans une école

démocratique, reçu de notre histoire ouvrière, disparaîtra de la conscience.

Il faut d'urgence refinancer l'enseignement, en priorité primaire, professionnel et technique, augmenter radicalement l'encadrement professoral, revaloriser la formation générale et la réflexion critique, désen-

gluer l'enseignement en alternance et de promotion sociale des exigences patronales.

Cela passe par une mise à contribution véritable des grosses fortunes et des revenus supérieurs... comme l'exigeaient déjà les enseignants en grève en 1996 ! ■

**Le mouvement ouvrier européen, les alter-mondialistes, la gauche anticapitaliste sont confrontés à un défi majeur : celui d'offrir une alternative sociale et politique anticapitaliste à la construction de l'Europe libérale, à l'offensive patronale et aux politiques de régression sociale, impulsées par les instances européennes et cautionnées par les gouvernements de l'UE. Ce défi se cristallise aujourd'hui autour de la Constitution européenne, ce super-traité inter-étatique qui constitutionnalise les politiques néo-libérales.** PAR DENIS HORMAN

# Enjeux et clarifications autour d'une CONSTITUTION

Le nouveau Traité constitutionnel synthétise et légitime l'ensemble des traités et des textes réglementaires adoptés ces dernières années dans le cadre de l'UE. De plus, il constitutionnalise le credo libéral. Le fil conducteur est clairement exprimé : *"la concurrence est libre et sans entrave"*

En Belgique, le gouvernement fédéral arc-en-ciel, suivi par l'ensemble des parlementaires socialistes et Verts, supprimait, en 2002, le droit inconditionnel à un revenu minimum d'existence (minimex) pour le conditionner à l'acceptation de n'importe quel "petit boulot". Le Conseil des ministres du présent gouvernement approuvait, en février 2004, un projet de "chasse aux chômeurs", conditionnant le "droit" au chômage à *"des efforts suffisants pour trouver un emploi"* et sur bases de *"preuves"* impossibles à trouver. Ainsi, notre gouvernement, ministres socialistes en première ligne, nous ont déjà donné un avant-goût de ce que nous réserve la Constitution européenne, avec l'intégration, dans le traité constitutionnel, de la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Faut-il rappeler que dans cette Charte, les droits à prestation (revenu minimum d'existence, allocations de chômage, pension de retraite, aide sociale, logement...) ont été rayés de la liste des

droits garantis par l'UE. Les documents de la première Convention qui a élaboré cette Charte montrent que ces droits peuvent disparaître des législations et des constitutions nationales s'ils ne sont pas garantis au niveau européen.

Le "modèle social européen", parlons-en ! Le 13 janvier 2004, la Commission européenne adoptait la Directive proposée par le Commissaire européen Bolkestein relative aux services dans le marché intérieur. Cette Directive ne fait en fait que concrétiser l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), un des accords clés de l'OMC, voté en 1995 par l'ensemble des gouvernements et les majorités parlementaires des Etats de l'UE. Cette Directive demande la libéralisation (voie vers la privatisation) des services publics tels que la santé, l'éducation, la culture, les médias audiovisuels, les services des pouvoirs locaux... Il s'agit d'éliminer les *"obstacles"* à l'établissement et à la libre circulation des services privés, obstacles formés par les législations et les réglementations nationales, jugées par la Commission comme *"archaïques"* et en contradiction avec la législation européenne.

## Clarification indispensable

La campagne pour les élections

européennes du 13 juin est l'occasion d'un débat et d'une clarification pour donner tout son sens à une aspiration visiblement largement partagée à gauche pour une autre Europe.

La première des clarifications porte sur le Traité constitutionnel: il s'agit d'affirmer sans ambiguïté que toute avancée dans le sens d'une telle Europe implique la remise en cause des Traités de Maastricht, d'Amsterdam ou de Nice et le refus de la nouvelle Constitution qui est totalement inamendable. A ce propos, on ne peut que se réjouir de la prise de position du mouvement ATTAC en Belgique. Sur base d'un argumentaire élaboré et voté, à la quasi unanimité, par ATTAC Liège et approuvé par la coordination ATTAC Wallonie-Bruxelles, un appel clair a été lancé *"à rejeter la constitution européenne"* (...) *"parce que cette Constitution entérine une vision libérale de l'économie et de l'avenir de l'Europe, parce qu'elle ne reconnaît pas les droits sociaux fondamentaux comme des droits justiciables (...); parce qu'elle entérine l'offensive contre les services publics menée dans le cadre de l'AGCS qui vise leur démantèlement; parce qu'elle ne dote pas l'UE d'institutions véritablement démocratiques; parce qu'elle inscrit l'UE dans une étroite collaboration avec l'OTAN et engage l'Union dans une escalade*



des budgets militaires; parce qu'elle n'est pas le produit d'une véritable assemblée constituante".

Une autre pétition circule également. Cette pétition "pour un vrai Traité de l'Europe sociale" émane des partis socialistes en France et en Belgique, qui demandent l'intégration de ce texte dans la partie III du traité constitutionnel. Ce texte précise "l'Union s'attache, avec les Etats membres, chacun dans le cadre de ses compétences, à promouvoir les services d'intérêt général en tant que garants des droits fondamentaux, éléments du modèle social européen et liens d'appartenance à la société de l'ensemble des citoyens, citoyennes et résidents".



Mais que peut signifier un tel ajout au Traité constitutionnel si, en même temps, ses promoteurs acceptent ce Traité constitutionnel qui, dans sa partie II, ne garantit plus ces droits fondamentaux au niveau européen? "Il appartient maintenant aux gouvernements des 25 actuels et futurs membres de l'Union d'approuver ce projet", souligne le programme du PS pour les élections du 13 juin, un programme que le PS ose intituler "Garantir l'avenir de chacun".

Les Verts, de même que les instances syndicales nationales et européenne (la Confédération Européenne des Syndicats) approuvent le Traité constitutionnel au nom du "moindre mal" et de la préservation de certains acquis. "Il importe de proposer une directive protégeant les missions des services publics - garantir l'accès aux droits civils, économiques, sociaux et culturels", réclament la FGTB et la CSC, qui appellent, avec l'appui du Forum social de Belgique, à une manifestation le 5 juin prochain contre la directive Bolkestein. Mais cette

démarche, oh combien indispensable, n'aurait-elle pas plus de poids et de cohérence, si elle était accompagnée d'un refus de la nouvelle Constitution qui systématise la politique libérale de démantèlement des services publics, de leur ouverture à la concurrence et de leur privatisation, qui grave dans le marbre la remise en cause du droit du travail, des droits

collectifs, qui bannit toute entrave à la concurrence dans le cadre "d'une économie sociale de marché hautement compétitive".

**Rupture nécessaire**  
"S'opposer au néolibéralisme et à sa domination, rejeter la "marchandisation du monde", rechercher ensemble des alternatives démocratiques, sociales, écologiques à la domination des oligarchies financières et économiques, implique une rupture positive et salutaire avec la construction actuelle de l'Europe, avec les politiques néolibérales menées, depuis une vingtaine d'années, non seulement par les grandes institutions politiques, financières et économiques internationales, mais aussi par nos propres gouvernements".

Cet extrait de la brochure d'Attac Wallonie-Bruxelles signifie clairement que le rejet de la Constitution par Attac n'est pas un "non" à l'Europe et moins encore l'encouragement à un repli nationaliste. C'est un Non "alter-européaniste", une rupture avec le cadre des institutions et des Traités européens, pour une refondation sociale et démocratique de l'Europe à laquelle nous souscrivons.

Un "non" de gauche à cette Europe néolibérale doit être accompagné d'un plan de revendications d'urgence à l'échelle nationale et européenne et les moyens nécessaires à leur application. Attac en cite quelques-unes

qui pourraient faire l'objet de mobilisations larges et unitaires: une charte des droits sociaux harmonisant par le haut les législations sociales des Etats membres de l'UE; une véritable politique de plein emploi, basée sur la réduction généralisée du temps de travail, coordonnée au niveau européen, sans perte de salaire, sans augmentation de la flexibilité; l'arrêt du démantèlement et des privatisations des services publics - services publics hors AGCS - et leur développement coordonné au niveau européen; un contrôle démocratique de la redistribution des richesses, passant par une fiscalité plus juste, la levée du secret bancaire, la suppression des paradis fiscaux, la taxation des transactions financières internationales; l'exercice de la citoyenneté pour tous ceux qui résident sur le territoire européen et le respect du droit d'asile; l'annulation de la dette du Tiers Monde. On pourrait ajouter la réduction drastique des budgets militaires et quelques autres revendications d'ores et déjà portées par des mouvements sociaux, des réseaux européens.

Des embryons d'alternative anticapitaliste émergent. Les Forums sociaux européens ont permis la constitution d'un cadre de débat, de confrontation mais aussi d'action à l'échelle de l'Europe. Il va sans dire que les mobilisations à l'échelle nationale et européenne sont incontournables à la fois pour donner un coup d'arrêt à la politique de régression sociale qui s'aggrave chaque jour un peu plus dans chaque pays et pour concrétiser des éléments de cette alternative anticapitaliste. ■

**UN EXEMPLE À SUIVRE**

Il y a quand même des mobilisations qui débouchent sur des victoires. Parce qu'ils se sont mobilisés massivement, durant l'automne 2003, avec des eurogrèves réussies, les travailleurs des ports européens ont poussé les eurodéputés à rejeter, le 20 novembre 2003, la directive de la Commission visant à libéraliser les services portuaires et à instaurer le dumping social et l'insécurité maritime. ■

**Le génocide, c'est la négation de l'humain, le désastre absolu, l'innommable. Au point que le commun des mortels "qui l'apprend", a peine à y croire. Le négationnisme relève périodiquement la tête. Ainsi, pour commémorer le dixième anniversaire du génocide tutsi, un juge parisien vient d'inculper le principal dirigeant des ...Tutsis comme responsable du génocide ! Moins brutalement, d'autres acteurs ou commentateurs trouvent des "raisons" de toutes sortes pour diluer les responsabilités. On comprend pourquoi : le génocide est une guerre, préparée et planifiée, plusieurs années à l'avance, - comme toutes les guerres. Son but est de viser l'extermination d'un peuple entier.** PAR FRANÇOIS VERCAMMEN\*

# Anatomie d'un Génocide

Plus d'un million et demi de morts, plus de deux millions de réfugiés, des centaines de milliers de malades et de blessés - sur une population estimée à 7,5 millions de personnes. La guerre, la guerre civile, les massacres racistes, la famine, les épidémies,...

Ce drame est complètement incompréhensible, disent certains collaborateurs d'ONG qui connaissent le Rwanda depuis de longues années. D'autres commentateurs, plein d'assurance, épinglent les causes "naturelles": la cruauté congénitale de l'être humain, ou les rivalités ethniques ancestrales. La mentalité coloniale affleure souvent dans les réflexions: on évoque l'arriération des Noirs, leur évangélisation trop superficielle (1). Mais le plus grave est que, comme le dit Alain Destexhe, secrétaire-général de MSF (Médecins Sans Frontières), *"le génocide est nié, la responsabilité internationale est occultée et la culpabilité des auteurs se dilue dans le malheur général"*(2).

Personne ne peut échapper à cette conclusion: le Rwanda a été le théâtre du génocide planifié de la communauté tutsi: 500 000 morts en six semaines selon la Croix-Rouge, plus d'un million après trois mois selon le coordinateur-adjoint du Bureau de l'ONU au Rwanda (3). Ces gens ont été massacrés systématiquement (à 90% en dehors des villes) sur base de leur appartenance ethnique. Leurs biens ont été volés. Leurs maisons ont été pillées et incendiées, il s'agissait de citoyens et citoyennes désarmés: il n'y a pas eu d'affrontement, de guerre ou de guerre civile. Enfants, femmes et

femmes enceintes ont été particulièrement visés.

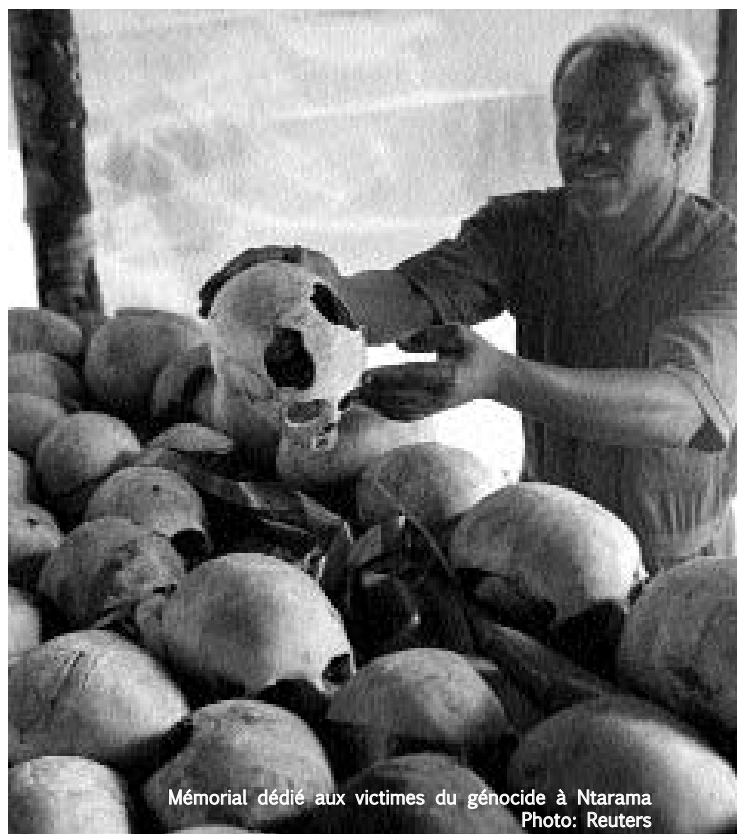
La comparaison avec le génocide des Juifs par Hitler est pleinement valable. Il n'y a que deux différences: le nombre de victimes (les nazis ont exterminé 6 millions de Juifs) et le fait que les nazis usèrent de l'infrastructure d'un pays industrialisé moderne.

Le clan Habyarimana, lui, a dû se contenter de moyens de destruction artisanaux et d'armes de petit calibre. Mais le but, comme dans l'Allemagne nazie, était bien la solution finale, un génocide, c'est-à-dire la destruction planifiée d'une collectivité entière par le meurtre de masse ayant pour but d'en empêcher la reproduction biologique et sociale (4).

Aucune comparaison n'est possible avec les exactions que des membres du FPR ont commises et commettront peut-être encore à l'avenir. Ces exactions contre des Hutus sont évidemment répréhensibles, mais il s'agit d'actes de vengeance.

Le génocide des Tutsis n'est ni un hasard, ni une explosion de violence spontanée. On ne peut pas parler non plus de violence de guerre au sein du

pays même - les affrontements se produisent aux frontières du pays. On peut encore moins parler de retour vers le Moyen-Age. Le génocide des Tutsis ne relève pas de l'atavisme: il s'agit d'un phénomène moderne, un indice de la barbarie qui monte au fur et à mesure que le marché libre



Mémorial dédié aux victimes du génocide à Ntarama  
Photo: Reuters

se généralise et que la crise sociale s'approfondit.

Le 6 avril, d'une façon très professionnelle, un avion est abattu dans le ciel de Kigali: les présidents du Rwanda et du Burundi meurent dans l'attentat. Dans l'heure qui suit, la garde présidentielle - noyau dur de l'armée rwandaise - prend la capitale

en main. La troupe, accompagnée des escadrons de la mort, entre dans certaines maisons. Des gens bien sélectionnés sont abattus, sur base de listes préétablies. En quelques heures des barrages sont dressés sur les routes. Tout Rwandais qui passe, est contrôlé et on lui demande de présenter sa carte d'identité (qui mentionne l'appartenance ethnique). Les cadavres s'amoncellent sur les bords des chemins. Un carnage massif est déclenché dans tout le pays, en quelques heures.

Au cours des premières heures, on tue autant de Hutus que de Tutsis. Ne s'agirait-il donc pas de violence ethnique? Si, mais dans cette phase initiale, les motivations des assassins sont prioritairement politiques: ils veulent empêcher l'application des accords d'Arusha (datant de août 1993). Car ces accords signifient le démantèlement du pouvoir et des privilèges du clan Habyarimana.

Le génocide commence donc par une série d'assassinats politiques au sein de la communauté hutue. Il s'agit d'éliminer les dirigeants hutus disposés à former un gouvernement de réconciliation nationale avec les Tutsis. Sont ainsi massacrés le Premier ministre du gouvernement de transition, Agathé Uwilingiyamana, cinq autres ministres, le président de la cour constitutionnelle, les présidents hutus de divers partis d'opposition, des hommes d'affaires oppositionnels. De la sorte, toute alternative à la clique Habyarimana est quasiment éliminée. Et le choix politique devient un choix "purement ethnique": gouvernement hutu ou gouvernement tutsi. Le génocide a reçu sa perspective politique.

Les assassins, à ce stade, doivent encore surmonter deux obstacles importants: le mélange entre ethnies sur les plans social, professionnel et

familial; le refus naturel de tuer en masse ses frères et ses sœurs humain(e)s.

Il faut créer une situation dans laquelle les adversaires du génocide au sein de la communauté génocidaire sont confrontés en permanence, quotidiennement, à une insécurité mortelle. Tuer ou être tué soi-même devient le choix: par l'ethnie rivale ou par les bandes de sa propre ethnie. Seule cette insécurité terrible et - étape suivante - la collaboration passive ou active (sous la contrainte) à un carnage ethnique permettent de créer les conditions extrêmes au sein desquelles l'humain est détruit en l'être humain. (...) A ce moment-là, l'ethnie devient le seul havre d'une solidarité "primaire". Ainsi, le courant pro-génocide extrémiste peut l'emporter au sein de son propre peuple. Et l'organisation systématique du génocide contre les Tutsis peut vraiment commencer. (...)

Le génocide n'a rencontré aucune résistance. La fameuse "communauté internationale" est restée absente. Personne n'est intervenu au moment où il était encore temps de le faire. Certainement pas la France: elle est depuis 1990 aux côtés des assassins, par l'entremise notamment du lieutenant-colonel Chollet, détaché au Rwanda <sup>(5)</sup>. Les soldats de l'ONU ne sont pas intervenus non plus, même pas quand le Premier ministre Agathe Uwilingiyamana et les paras belges qui la protégeaient, ont été abattus. Personne n'est prêt à dire ce que les gouvernements (grâce à leurs services de renseignement) et l'ONU (grâce à ses rapports officiels) savaient: le génocide était planifié depuis des mois. Tous avaient intérêt à se taire! <sup>(6)</sup> ■

(\*) Ce texte est un condensé d'un dossier publié dans la gauche n°16 du 14 septembre 1994. Le texte complet se trouve sur notre site internet: [www.sap-pos.org](http://www.sap-pos.org)

(1) Le Soir, 26/7/94, Dirk Thijs, Knack, 10/8/94. / (2) Libération, 8/8/94 / (3) De Standaard, 25/8/94 / (4) Frank Chalk, Kurt Jonassohn, *The History and Sociology of Genocide*, Yale Univ. Press, pp 16-17. / (5) Libération, 18/5/1994 / (6) Deux livres parmi d'autres dévoilent, avec le recul de 10 ans, la vérité et confirment notre analyse faite sur le moment: J-P Gouteux, *La nuit rwandaise, l'implication française dans le dernier génocide du siècle*, Ed.L'Esprit Frappeur, 2002 et le général canadien qui dirigeait la mission de l'ONU au Rwanda: R. Delaware, *Shake Hands with the Devil. The Failure of Humanity in Rwanda*, Random House Canada, 2003.

## Profiteurs de guerre

Boeing a augmenté ses bénéfices de 18% ce premier trimestre 2004. Cette firme fabrique entre autres les F16 et les hélicoptères Apaches (non contents de les avoir génocidés, ils usurpent leur nom) et les bombes intelligentes (les militaires ne l'étant pas). Lockheed-Martin a vu ses profits grimper de 16% (avions de combats). Halliburton (l'ex firme de Dick Cheney) a vu ses pertes réduites grâce aux recettes en Irak (5,5 milliards de dollars) de ses multiples filiales (cantines pour la soldatesque, gestion des puits pétroliers) etc. ■

## Nouvelle génération féministe

Près d'un million de personnes ont convergé dans les rues de Washington pour défendre le droit à l'avortement le dimanche 25 avril. Aux cris de "Mon corps n'est pas une propriété publique", les manifestantes étaient souvent très jeunes. Une nouvelle génération féministe vient peut-être d'éclorre. La manifestation, sans doute la plus importante jamais organisée sur ce sujet, était la première depuis 1992. Un succès qui en appelle d'autres, pour peu que le mouvement se débarrasse de certaines illusions. Face aux manifestantes, Hillary Clinton n'hésitait pas à déclarer: "*La seule manière de ne pas avoir à manifester encore et encore est d'élire John Kerry président*". Sauf que c'est justement parce que les dirigeantes féministes pro-démocrates ont organisé la démobilitation, pour ne pas gêner l'(in)action de Bill Clinton, que la droite chrétienne a pu reprendre l'offensive. C'est oublier également qu'en mars dernier, 47 élus démocrates ont mêlé leurs voix à celles des républicains pour conférer au fœtus un statut légal distinct de celui de la mère. ■

## Une plaie planétaire

Le rapport de l'Organisation Internationale du Travail, "Tendances mondiales de l'emploi" confirme l'une des caractéristiques principales de l'onde longue dépressive que traverse le capitalisme depuis le début des années '70: malgré les "reprises" économiques conjoncturelles, le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter. L'OIT comptabilisait 140 millions de chômeurs dans le monde en 1993, 10 ans plus tard, ils sont plus de 185 millions, soit 6,2% de la population active. Un chômage qui touche en premier lieu les jeunes de 15 à 24 ans (88,2 millions). ■

**Il y a trente ans en ce mois de mai, les entreprises verrières de Glaverbel-Charleroi étaient en grève pour plusieurs semaines. La grève avait démarré pour la réintégration d'un jeune délégué syndical licencié par la direction. Le deuxième mobile était le renouvellement de la convention collective. Cette grève fut remarquable par ses formes de lutte et son organisation : il s'agissait d'une grève avec occupation des treize entreprises de Glaverbel, avec élection démocratique d'un comité de grève dans chaque entreprise et centralisation des comités de grève au niveau régional. Près d'un demi-siècle après les mineurs, les verriers renouaient avec la grande tradition révolutionnaire de la grève avec occupation et auto-organisation.** PAR ANDRÉ HENRY, ANCIEN DÉLÉGUÉ PRINCIPAL DE GLAVERBEL GILLY ET PRÉSIDENT DU COMITÉ DE GRÈVE DES VERRIERS DE CHARLEROI-HOUDENG EN 1974

## Il y a 30 ans Grève du secteur verrier à Charleroi

En février 1973, les travailleurs de Glaverbel-Gilly avaient fait une grève victorieuse avec occupation et élection d'un comité de grève par l'assemblée générale des travailleurs. Ils avaient aussi assumé la protection et la gestion de l'outil. Cette grève avait eu un impact remarquable dans toute l'industrie verrière du pays. Elle avait secoué la conscience des travailleurs. Le comité de grève en avait tiré les leçons, publiées dans une petite brochure qui fut

(LRT à l'époque) fit aussi une importante campagne autour du bilan de cette grève.

Pour mesurer l'impact de cette victoire de 1973, il faut savoir que, quelques jours avant la grande grève de 1974, la délégation syndicale de Glaverbel-Gilly fut invitée à expliquer l'organisation de la grève et les enseignements à en tirer devant une assemblée nationale des délégués du verre, en front commun, à la demande de ceux-ci. Ce fut, pour les camarades de la *Nouvelle Défense*, notamment pour les membres du POS qui étaient à la pointe et à la base de ce combat, la reconnaissance de leur lutte opiniâtre et courageuse pour une alternative syndicale. C'est ce travail en profondeur qui explique la réussite de la grande grève de 1974.

### La Grève et la création du comité de grève régional

Lorsque la direction de Glaverbel renvoya un jeune délégué de l'entreprise Multipane à Gosselies, dans le cadre d'un conflit

interne à cette entreprise, la solidarité s'organisa dans la région. Elle allait entraîner une grève nationale du secteur verre à vitre (avec Houdeng dans le Centre, Mol et Zeebrugues) pour le renouvellement de la convention collective.

Glaverbel occupait à l'époque près de 4.000 travailleurs dans la région de

Charleroi, répartis en treize entreprises. Le 7 mai, Gilly et Roux, les deux entreprises où "La Nouvelle Défense" était la plus implantée, décidèrent un arrêt de travail et réclamèrent une assemblée régionale de tous les délégués de la région, en front commun. Cette assemblée décida de tenir des assemblées dans les entreprises, afin d'organiser la riposte. Le lendemain, toutes les entreprises étaient en grève et une assemblée générale des grévistes avait lieu à la Maison du Peuple de Gilly.

L'ambiance de cette assemblée était euphorique. C'est là que fut décidée l'occupation de toutes les entreprises avec élection démocratique de comités de grève par les assemblées des travailleurs, révocabilité des membres des comités de grève ainsi que centralisation de ces comités dans un comité régional de grève. Ce comité régional était composé de 250 membres. C'est à lui qu'incombait l'organisation de la grève régionale. A leur demande, les travailleurs de Houdeng furent intégrés au comité régional de grève de Charleroi, ce qui renforça l'unité du mouvement.

### Rôle du comité de grève

Tous les jours, les travailleurs étaient réunis en assemblée dans leurs entreprises par le comité de grève qu'ils avaient élu. Plus tard dans la journée, le comité régional de grève se réunissait à son tour, tous les jours également. A chaque réunion, les comités de grève de chaque entreprise faisaient rapport de la situation et des décisions prises.

Dans les entreprises de fabrication telles que Gilly, Roux, Lodelinsart et autres, la



André Henry à la tête des travailleurs en grève à Glaverbel-Gilly

diffusée à plusieurs milliers d'exemplaires dans le secteur verrier.

Après la victoire, le comité de grève avait organisé des conférences en collaboration avec le bulletin de gauche syndicale "La Nouvelle Défense", du nom de l'organe créé par un groupe de syndicalistes partisans d'un syndicalisme de combat. Le POS

protection et la gestion de l'outil étaient sous la conduite du comité de grève. Les travailleurs occupés à cette gestion effectuaient leur travail sous l'égide du comité de grève, et non des contremaîtres ou des ingénieurs.

La fonction principale du comité de grève régional et des comités de grève d'usine fut de faire porter la gestion de la grève par les travailleurs eux-mêmes. Ayant été élu président du comité de grève régional, j'ai participé à quantité de réunions et ai été demandé pour de multiples réunions dans pas mal d'entreprises ; je peux affirmer ne jamais avoir rencontré l'ombre d'une tendance bureaucratique. Le comité régional tenait ses réunions dans la plus grande démocratie ouvrière. Les réunions étaient toujours ouvertes aux travailleurs qui désiraient y assister, et seule l'assemblée générale des grévistes était souveraine. L'autogestion de la grève réveilla et stimula chez les travailleurs une prise de conscience anticapitaliste. En préfigurant l'organisation d'une société socialiste autogestionnaire, elle était une véritable école d'émancipation sociale et politique.

La grève se termina après trois semaines avec la réintégration du jeune délégué licencié. De plus, nous avons obtenu entière satisfaction sur le cahier de revendications. La dernière réunion du comité de grève régional se termina en apothéose, avec l'envahissement de la Maison du Peuple de Gilly par les travailleurs unis dans une allégresse indescriptible.

### Conclusions pour aujourd'hui

Il est vrai que nous connaissons un recul sérieux de la classe ouvrière, mais nous devons rester confiants envers celle-ci. Il faut voir où se situe le recul et les raisons de celui-ci, mais aussi apporter les réponses qui s'imposent pour revivifier un syndicalisme de combat.

De la politique de concertation développée par les instances syndicales depuis des décennies, nous sommes passés à une politique d'intégration. C'est cette politique qui nous a conduit à l'instauration de l'emploi intérimaire. Si l'on veut retrouver un syndicalisme solidaire et combatif il nous faut abolir cette politique et revenir au contrat d'embauche à durée indéterminée. Il ne peut y avoir de lutte réelle contre le chô-

mage si l'on n'abolit pas l'embauche à durée déterminée. C'est elle qui divise le plus les travailleurs sur les lieux de travail. Les temporaires n'ont aucun droit syndical. A quoi sert pour eux le syndicat ? Ils n'ont pas droit aux élections sociales. La politique de flexibilité des heures de travail, elle aussi, doit être combattue avec la plus grande énergie.

C'est toute cette politique qui renforce le patronat et qui impose un recul à la classe ouvrière dans son ensemble. Nous devons remonter la pente en rejetant la concertation qui intègre le mouvement ouvrier dans la société capitaliste. Cette société, nous

devons la rejeter et lutter pour la remplacer par une société socialiste autogestionnaire.

Nous sommes aujourd'hui en période d'élection sociale, les militants syndicaux comme les délégués élus doivent se battre pour un syndicalisme démocratique. Il faut imposer la révocabilité des délégués qui ne font pas correctement leur travail et les remplacer par des militants plus combattifs, car les mandats appartiennent aux travailleurs. Enfin, face aux intérimaires et contrats à durée déterminée, il est plus important que jamais de mettre en pratique un contrôle ouvrier sur l'embauche. ■

## Les victimes de la guerre de classes

Le 19 mai dernier, un jeune électricien est mort foudroyé à Cockerill-Liège, devenant ainsi la neuvième victime mortelle dans l'entreprise depuis l'explosion de la cockerie d'Ougrée en octobre 2002. Le procès de cette catastrophe est par ailleurs en cours à Liège et, comme il fallait s'y attendre, la direction d'Arcelor tente d'imputer la responsabilité du drame... aux victimes elles-mêmes. Le tribut du sang payé au Capital par le Travail n'est certes pas nouveau. Mais la question prend une ampleur nouvelle depuis quelques années ; en Belgique, l'année 2002 a vu 200.314 accidents du travail qui ont provoqué pour 15.922 travailleurs une incapacité permanente et pour 216 autres une fin mortelle. Si le nombre d'accidents ne progresse pas spectaculairement, les décès, par contre, sont en nette augmentation (1% par année). Dans le monde, les syndicats soulignent à juste titre que les accidents mortels du travail provoquent plus de victimes que les guerres elles-mêmes : 270 millions d'accidents et 350.000 morts.

C'est bel et bien le patronat et le capital eux-mêmes qui doivent se trouver dans le box des accusés, ces accidents n'étant nullement dûs au hasard ou à la fatalité. A Arcelor ou ailleurs, les mêmes causes provoquent les mêmes effets nuisibles à la sécurité des travailleurs. Les nouvelles méthodes d'organisation du travail augmentent les cadences, le stress et la fatigue physique et psychologique. Les restructurations perpétuelles entraînent le départ de travailleurs spécialisés ayant des années de pratique et leur remplacement par des intérimaires ou des sous-traitants peu expérimentés. Ces derniers sont ainsi deux fois plus exposés aux accidents en général - et aux plus graves en particulier - que les autres travailleurs. La moitié des victimes mortelles à Cockerill provient d'ailleurs de firmes extérieures. Enfin, la dérégulation du marché du travail (notamment dans le secteur de la construction) et la quasi-impunité pour les patrons qui ne respectent pas les normes de sécurité se sont généralisées. En Belgique, seuls 286 projusticia ont été dressés en 2001 et se sont traduits en 2002 par à peine 2 condamnations et 16 amendes.

Suite à la pression des organisations syndicales, le gouvernement promet de réagir. Mais les mesures annoncées semblent forts symboliques : la Belgique sera le 3e pays européen à reconnaître le 28 avril comme journée officielle de commémoration des travailleurs morts ou blessés au travail. Un plan fédéral est en chantier d'ici 2006 et 14 nouveaux inspecteurs seront engagés cette année pour renforcer les 127 inspecteurs actuels. Un effort modeste face au 216.131 établissements à contrôler ! Mais, fondamentalement, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui sont les mieux placés pour contrôler et exiger des conditions de travail dignes et sécurisées. Si les syndicats demandent également l'instauration de la représentation obligatoire d'une délégation syndicale dans les PME de moins de 50 travailleurs (38% des accidents ont lieu dans ces PME et 58% des accidents mortels), l'exigence du contrôle ouvrier sur les méthodes de production, de sécurité et d'embauche devrait également être (re)mise à l'ordre du jour. ■

ATAULFO RIERA



Pendant des années, Rifondazione (Partito della Rifondazione Comunista) était aux yeux de la gauche radicale l'exemple d'un regroupement réussi des forces à la gauche de la social-démocratie. Aujourd'hui, nous connaissons d'autres exemples : Le Bloc de Gauche au Portugal, le Parti Socialiste Ecossais, Respect en Grande-Bretagne, Socialist Alliance en Australie. PAR FREDERIC LEHEMBRE

## Le tournant de RIFONDAZIONE

En 2002, Rifondazione s'est allié aux altermondialistes qui avaient montré leur force à Gênes pendant l'été 2001. Une articulation nouvelle s'est en quelque sorte dessinée entre le "vieux" mouvement ouvrier Italien et le mouvement altermondialiste, tout aussi puissant en Italie. Le PRC a compris qu'il était impossible de construire un parti de masse pour le socialisme en ignorant ou en essayant de récupérer un tel mouvement social radical. Le PRC a ainsi développé une réflexion stimulante sur le rapport entre parti politique et mouvement social, ce dernier, considéré comme "politique" ne devant pas être subordonné au premier.

### Une formation particulière

Malheureusement, depuis le début de l'année 2004 le PRC a entamé une nouvelle orientation politique plus problématique. Rifondazione est une formation très particulière. Il unit ce qui constitue presque deux partis. Le PRC compte environ 90.000 membres dont 8.000 militants actifs. Environ les deux tiers de ceux-ci sont du vieux noyau: des militant(e)s qui étaient déjà actifs lorsque le PCI s'est désintégré au début des années 1990. Le tiers étant formé de jeunes dont la majorité a rejoint le Parti depuis 3 ou 4 ans à travers son activité dans le mouvement altermondialiste et les jeunes salariés précaires.

La plupart ont été attirés par la ligne de Fausto Bertinotti, le dirigeant principal du PRC. Quand Bertinotti a voulu retirer en 1998 l'appui de Rifondazione au gouvernement de centre gauche de Romano Prodi, il a été soutenu par la majorité du parti. En 2001, Bertinotti a refusé de conclure un accord électoral avec l'Olivier social-démocrate. Mais Berlusconi est

arrivé au pouvoir avec moins de voix que la somme des voix qui s'étaient portées sur le centre-gauche et la gauche radicale.

Mais pour les prochaines élections, Bertinotti veut faire exactement le contraire: signer un accord électoral avec le centre-gauche et même s'engager à participer au gouvernement si la coalition est victorieuse. Ce qui serait une première pour Rifondazione. Bertinotti a gagné à nouveau une majorité des membres



sur cette position, même si c'est une majorité plus droite cette fois-ci.

Le virage de Bertinotti vers le centre de ne tombe pas du ciel. Il est lié au caractère réactionnaire, belliciste, antisocial et corrompu, en un mot insupportable du gouvernement Berlusconi. L'Italie est profondément partagée : d'un côté "sua Emission" (càd son Emission, car son Excellence possède la télévision), de l'autre côté le camp dominé par le centre-gauche qui s'identifie à la culture de la

Résistance antifasciste. Si le rejet qu'inspire Berlusconi exerce une forte pression, le tournant de Bertinotti tient aussi à des raisons électorales.

Electoralement, Rifondazione est resté bloqué à un score de quatre à cinq pourcents depuis la montée de l'altermondialisme. En outre, Bertinotti trouve que le mouvement est peu effectif. Vu que Rifondazione ne semble pas capable de percer par lui-même, Bertinotti veut lancer une offensive pour changer le caractère du centre-gauche, une stratégie dans la lignée de l'ancien PCI - le "Compromis Historique" cher au vieux dirigeant stalinien Togliatti qui voulait y compris concilier le "communisme" avec la démocratie-chrétienne! Pour les militants de l'ancienne génération, c'est un retour aux sources plutôt qu'une découverte.

### Autre voie

Mais cette stratégie n'arrivera pas à bout de Berlusconi. Notre courant en Italie (Bandiera Rossa), actif au sein du PRC, défend l'orientation que le point de départ doit reposer sur les revendications des mouvements sociaux. Si Prodi ne veut pas souscrire à ce cahier, il ne peut être question de collaboration programmatique et encore moins gouvernementale, ce qui n'exclut pas un accord électoral tactique afin de battre la droite.

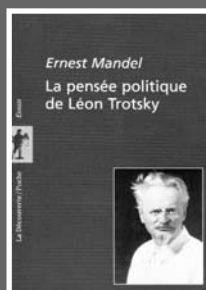
Fausto Bertinotti se trompe quand il pense qu'il peut compenser la faiblesse du mouvement social par une manoeuvre politique. Le problème reste entier: il faut trouver les voies qui permettent de renforcer les mouvements sociaux et de mieux organiser la résistance, les grèves et les actions de protestation. Le PRC reste une chance unique qui ne doit pas être perdue. ■



Irak, mai 2004;  
 "Fallujah sera la tombe  
 des Américains"  
 (AFP)

## Bouquinages

**"La Pensée politique de Léon Trotsky", Ernest Mandel, La Découverte "Poche", réédition 2003, 7 euros.** Il s'agit de la réédition d'un ouvrage publié en 1980 chez Maspéro. Dans son introduction, Ernest Mandel situe le cadre historique dans lequel se forma la pensée de Trotsky : ces vingt années du début du XXe siècle durant lesquelles le développement du capitalisme a abouti à l'impérialisme et à la guerre dont est née la vague révolutionnaire de 1917 et la victoire d'Octobre. Mandel voit dans l'oeuvre de Trotsky *"une tentative de fournir une explication cohérente de toutes les tendances fondamentales de notre époque, une tentative d'explication du XXe siècle"*. Et pour reprendre la formule de Marx, une explication en vue de le transformer. Le raisonnement de Trotsky comme l'ensemble de sa pensée reposent sur *"l'hypothèse de base du socialisme scientifique, à savoir qu'une société sans classes ne peut voir le jour qu'à travers la fusion du programme du marxisme révolutionnaire et des intérêts sociaux (y compris matériels) d'une classe sociale (une force sociale) ayant un pouvoir et des capacités suffisantes pour rendre une telle entreprise objectivement possible"*. Le petit livre d'Ernest Mandel aide à reconstruire cet indispensable fil conducteur qui lie notre combat aux combats et aux idées des générations passées. ■



**Inprecor, numéro 492/493, mai 2004, 7 euros 50.**

Inprecor est une excellente revue d'analyse de l'actualité internationale publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IVe Internationale. Au sommaire du dernier numéro: un dossier particulièrement bien fourni sur la situation sociale et politique en Allemagne à l'heure où le gouvernement Schröder, en digne disciple de l'Europe néolibérale, tente d'imposer son "Agenda 2010". Quels sont les défis pour la gauche? Quelles conséquences vont amener la prise de distance croissante entre le principal syndicat du pays et le SPD? A noter également un survol édifiant des politiques antisociales dans toutes l'UE. Un second dossier est justement consacré à l'Union européenne où G.Buster décortique la stratégie de Lisbonne. La dernière conférence de la Gauche anticapitaliste européenne est relatée par François Vercammen et le Manifeste publié à cette occasion intégralement reproduit. Ce numéro d'Inprecor fait également écho d'une rencontre similaire mais à l'échelle mondiale cette fois et qui s'est tenue en marge du dernier Forum social mondial en Inde. A souligner enfin un bilan par la direction de la LCR des dernières élections régionales en France; une analyse fouillée de la situation aux Philippines et une étude sur le "mouvement ouvrier et l'écologie urbaine" en Australie par John Tully.

Pour s'abonner à Inprecor: 30 euros (6 mois) ou 55 euros (1 an), chèques bancaires et postaux à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor, 27 rue Taine 75012 Paris, France; virements bancaires à "PECI" à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt 75012 Paris, France, compte 30076/02044/15718500200/94. ■

# Palestine - Irak: une même barbarie

PAR ATAULFO RIERA

Les crimes contre l'humanité en Irak et à Gaza démontrent une fois de plus que ces deux conflits majeurs de notre temps sont indissociables. C'est la même logique barbare qui est à l'œuvre dans les deux cas, celle d'un impérialisme néo-colonial que certains avaient cru définitivement dissout dans une globalisation néolibérale sans patrie ni frontières.

Les indignations formelles et les belles résolutions diplomatiques des Nations Unies, de l'Union européenne et des autres gouvernements face à ces crimes ne servent qu'à leur donner bonne conscience. De par leur inaction, les gouvernements de la soi-disante "communauté internationale" sont tout autant coupables. Le fait qu'aucun d'entre eux n'exige le retrait immédiat des troupes états-uniennes en Irak les rend objectivement complices des tortures commises par ces troupes. En Palestine, d'autres mesures minimales s'imposent aussi à l'évidence: l'Union européenne pourrait aisément suspendre ses Accords d'association avec Israël dont une clause stipule justement qu'ils dépendent du respect par ce pays des droits humains les plus élémentaires. En cas de non-consensus, chaque pays-membre, y compris le nôtre, peut prendre de telles mesures de son propre chef.

Enfin, si nos gouvernements avaient un minimum de sens de leurs responsabilités, ils exigeraient que les principaux coupables soient traînés devant des tribunaux pour crimes contre l'humanité. Leur passivité sur ces questions illustre en dernière instance la solidarité de classe qui lie les différents gouvernements bourgeois, embarqués dans le même bateau capitaliste. La conclusion coule de source; seule une mobilisation massive peut leur imposer de prendre de telles mesures.

Mais si les responsabilités sont nominales, rien ne sert de se focaliser uniquement sur Bush ou Sharon, ce que certains font à bon compte afin de se mettre en phase avec une opinion publique de plus en plus scandalisée. L'arbre ne doit pas cacher la forêt; ces criminels "font" un système tout autant qu'ils sont façonnés par lui. C'est donc la barbarie de ce système capitaliste mondialisé, aux contradictions explosives, qu'il faut également dénoncer avec force. Fallujah, Abu Ghraib ou Rafah illustrent la fuite en avant meurtrière d'un système en crise qui ne trouve plus d'issue que dans la guerre permanente contre les peuples; une guerre à la fois militaire contre les peuples opprimés et sociale contre les travailleurs au travers des offensives néolibérales tous azimuts contre les droits sociaux.

L'Histoire jugera diront certains. La belle affaire! Comme l'écrivait Marx, l'Histoire ne rend pas justice, elle ne livre pas de batailles ni ne donne des leçons. Ce sont les peuples et eux seuls qui agissent et qui la font. ■

## sommaire

ALTERNATIVES	
■ Jeunes à Contre Courant	2
EDITO	
■ Un silence coupable	3
ECO-LOGIQUE	
■ Mettons-nous au vert!	4
REBELLES	
■ Choisir! Droit à l'avortement	5
CA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS	
■ Dali. Artiste de génie ou mystificateur?	6
SYNDICATS	
■ L'abcès bureaucratique du SETCa Bxl	8
SOCIAL	
■ Stop chasse aux chômeurs	10
POINT DE VUE DU POS	
■ Pas nos droits sociaux...	11
DÉBATS	
■ ONU or not ONU?	12
SYNDICATS	
■ Elections sociales: enjeux	14
SOCIAL	
■ Enseignement. Lisbonne, Bologne, ...	15
INTERNATIONAL	
■ Constitution européenne	16
■ Rwanda. Anatomie d'un génocide	18
MÉMOIRE	
■ Glaverbel. Il y a 30 ans...	20
INTERNATIONAL	
■ Italie: le tournant de Rifondazione	22
L'IMAGE	23
BOUQUINAGES	23

Ce numéro de La Gauche est le dernier de l'année sociale. Un numéro hors-série sera publié en juillet et nous reprendrons le cours normal de notre publication en septembre.

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT. Le débat au centre... de la gauche.** Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, la gauche est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. la gauche est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ ... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, la gauche s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.